

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2021/204814]

16 SEPTEMBER 2021. — Besluit van de Regering tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen een tegemoetkoming verleent in het loon en de sociale lasten, die door de beschermde werkplaatsen worden gedragen

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 december 2016 tot oprichting van een Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor zelfbeschikkend leven, artikel 14, § 1, tweede lid, 1^o en 3^o;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen een tegemoetkoming verleent in het loon en de sociale lasten, die door de beschermde werkplaatsen worden gedragen;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Dienst voor zelfbeschikkend leven, gegeven op 16 april 2021;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 8 juni 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 10 juni 2021;

Gelet op advies 69.779/1 van de Raad van State, gegeven op 19 juli 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de raamovereenkomst 2020-2024 van 2 mei 2019 voor de socialprofitsector in de Duitstalige Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 7 van het ministerieel besluit van 23 maart 1970 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen een tegemoetkoming verleent in het loon en de sociale lasten die door de beschermde werkplaatsen worden gedragen, vervangen bij het besluit van de Regering van 22 december 2016 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van 22 oktober 2019, wordt aangevuld met een derde lid, luidende:

“Onverminderd het eerste en het tweede lid en op voorwaarde dat de beschermde werkplaatsen vanaf 2021 aan alle medewerkers een extra vakantiedag toekennen, subsidieert de Dienst voor zelfbeschikkend leven die extra vakantiedag forfaitair met 47,06 euro. Dat bedrag stemt overeen met de spilindex van 104,14 op 1 november 2006 en wordt overeenkomstig de regeling vervat in artikel 4, § 2, aangepast.”

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 16 september 2021.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën,
O. PAASCH

De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,
A. ANTONIADIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/22261]

14 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique, articles 15, 17, 18, 25, 27, 33 et 35 ;

Vu le rapport du 21 septembre 2021, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 septembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 septembre 2021 ;

Vu l'avis 172/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 4 octobre 2021, en application de l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'autorité de protection des données ;

Vu l'avis n^o 70.239/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les inondations qui se sont produites entre le 14 et le 16 juillet 2021 et le 24 juillet 2021 constituent une calamité exceptionnelle et dont la violence a été extrême, plongeant nombre de citoyens dans une profonde détresse et pour certains d'entre eux dans une angoisse insupportable pour leur avenir et celui de leurs proches ;

Que cette situation, tristement inédite, est encore aggravée par le fait que cette catastrophe naturelle s'est déroulée à un moment où de très nombreux sinistrés ont été affectés dans leur santé ou dans leur bien-être par la crise de la COVID-19, laquelle continue à produire des effets délétères ;

Que, confrontée à une telle situation, l'autorité publique se doit de faire preuve d'exemplarité, de célérité et d'efficacité. Sa mission première est de mettre en œuvre des mécanismes de solidarité dont l'effet est, d'une part, d'apporter un soutien matériel aux sinistrés, citoyens, entreprises et associations et, d'autre part, de prendre publiquement des initiatives qui puissent contribuer, sans désespérer, à les apaiser psychologiquement ;

Qu'il y a urgence, voire extrême urgence, à ce que le présent arrêté puisse être adopté par le Gouvernement afin que l'arsenal juridique permettant l'aide à la réparation puisse pleinement s'appliquer ;

Que ce constat suffit à justifier que le délai dans lequel la section de législation du Conseil d'État est amenée à donner son avis soit réduit à cinq jours ;

Qu'il en va d'autant plus ainsi que cette réduction du délai pourra avoir effet d'anticiper d'environ un mois les versements opérés en vertu de l'arrêté et qu'il est de l'intérêt majeur de tous ceux qui en seront les bénéficiaires de pouvoir au plus vite disposer des fonds qui leur sont destinés ;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1° coût de revient : coût des matières premières estimées à leur valeur du jour auquel sont ajoutées, le cas échéant, les charges directes et indirectes engagées pour atteindre leur degré de fabrication ;

2° décret : décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique ;

3° *entreprise* : la micro, la petite ou la moyenne entreprise ainsi que l'entreprise qui ne correspond pas aux effectifs et montants financiers de la définition des micros, petites et moyennes entreprises visées aux articles 2 et 3 de l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ou l'association sans but lucratif visée au livre 9 du Code des sociétés et des associations qui répond aux conditions suivantes :

a) qui est assujettie à la T.V.A. ;

b) qui occupe dans les liens d'un contrat de travail au moins une personne ;

c) qui exerce une activité économique, à savoir une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné ;

d) dont le financement d'origine publique ne dépasse pas cinquante pour cent en dehors des aides à l'emploi, sur base des derniers comptes approuvés, à l'exception des personnes morales de droit public ;

4° *maintien de l'emploi* : une entreprise est considérée comme ayant maintenu son niveau d'emploi si elle présente, 18 mois après la reprise des activités, un nombre de travailleurs équivalent au nombre moyen de travailleurs qu'elle employait sur les 18 mois précédant le sinistre. Ce niveau d'emploi doit être maintenu pour une période de 4 ans minimum, afin de s'assurer une stabilité de l'emploi durant cette période. Le nombre de travailleurs est calculé sur la base des équivalents temps plein. Le bilan social fait foi ;

5° *Ministres* : le Ministre qui a l'intervention financière à la suite de dommages causés par des calamités naturelles publiques et le Ministre qui a l'économie dans leurs attributions ;

6° *particuliers* : sinistrés dont les biens endommagés ne sont pas affectés à une activité professionnelle ou agricole ;

7° *reprise des activités* : une entreprise est considérée comme ayant repris ses activités dès lors qu'elle réalise un chiffre d'affaires annuel en période flottante équivalent à 75 % de la moyenne de son chiffre d'affaires sur les trois exercices précédant le sinistre et au plus tard le 14 juillet 2023 ;

8° *valeur à neuf* : prix coûtant de la reconstruction à neuf, y compris les frais d'architecte, ou de la reconstitution à neuf du bien ;

9° *valeur réelle* : valeur à neuf, vétusté déduite ;

10° *valeur du jour* : valeur de bourse ou de marché ;

11° *valeur vénale* : valeur à la vente du bien, selon les prix du marché ;

12° *vétusté* : dépréciation de la valeur à neuf en fonction de l'âge du bien, de son usage, de la fréquence et de la qualité de son entretien.

CHAPITRE 2. — Estimation des dommages et calcul de l'aide à la réparation

Section 1^{re}. — Particuliers non-assurés

Art. 2. § 1^{er}. Pour les biens immeubles, le montant de l'aide à la réparation est limité à 50 % du dommage estimé comme suit :

1° en cas de dommage total : en valeur à neuf suivant devis détaillé ou facture, ou à défaut, au mètre cube bâti ;

2° en cas de dommage partiel : en valeur de réparation sur la base des prix unitaires moyens repris du bordereau des prix unitaires édité par l'Association Belge des Experts en vigueur au moment du sinistre.

§ 2. Le montant de l'aide à la réparation établi au § 1^{er} est plafonné, pour les personnes non-assurées et les personnes non-assurées contre les inondations pour leur bien immobilier situé en zone d'aléa d'inondation élevé, à 80.000 euros ;

§ 3. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, en ce qui concerne les personnes non-assurées bénéficiaires d'un revenu d'intégration sociale au sens de l'article 18 du décret, une aide à la réparation sera octroyée selon le tableau suivant :

Tranches successives du montant total des dommages pour les biens immeubles (en euro)	Pourcentage d'intervention	Montant cumulé des tranches précédentes
0,01 euros jusqu'à 9.999,99 euros	100 %	0 euro
10.000,00 euros jusqu'à 19.999,99 euros	80 %	9.999,99 euros
20.000,00 euros jusqu'à 29.999,99 euros	60 %	17.999,98 euros
30.000,00 euros jusqu'à 205.999,99 euros	50 %	23.999,98 euros
A partir de 206.000,00 euros	0 %	111.999,97

§ 4. Une aide à la réparation complémentaire est octroyée en cas de frais liés à une dépollution ou une décontamination, rendue nécessaire à la suite des inondations et pluies abondantes visées par le décret.

Cette aide à la réparation complémentaire correspond au montant des frais alloués à la dépollution ou la décontamination et est plafonnée à un montant de 10.000 euros.

§ 5. L'aide à la réparation prévue dans le présent article est accordée uniquement si elle est destinée à la reconstruction, la réparation ou la restauration du bien endommagé, ou à la reconstruction du bien dans un autre lieu si l'endroit d'origine n'est plus possible, ou à la conclusion d'un contrat de bail d'une durée minimale de trois ans pour un nouveau logement.

§ 6. L'aide à la réparation prévue dans le présent article est accordée uniquement si le bénéficiaire de l'aide apporte la preuve de la souscription d'un contrat d'assurance incendie couvrant, pour l'avenir, les biens pour lesquels une aide à la réparation est sollicitée ou, en cas de sinistre total et de déménagement, le bien que le bénéficiaire occupera désormais.

Le bénéficiaire de l'aide pour lequel une souscription d'un contrat d'assurance incendie est impossible doit apporter la preuve par un document attestant de cette impossibilité.

La condition de souscription d'un contrat d'assurance incendie n'est pas applicable aux bénéficiaires d'un revenu d'intégration sociale.

Art. 3. § 1^{er}. Pour les habitations légères visées à l'article 1^{er}, 6°, du décret, le montant de l'aide à la réparation correspond au dommage estimé comme suit :

- a) en cas de dommage total : en valeur à neuf sur la base d'un devis détaillé ou de factures ;
- b) en cas de dommage partiel : en valeur de réparation sur la base d'un devis détaillé de réparation ou de factures.

§ 2. Le montant de l'aide à la réparation établi au § 1^{er} est plafonné à 20.000 euros.

Art. 4. § 1^{er}. Pour les biens meubles destinés à l'usage courant et familial, le montant de l'aide à la réparation correspond au dommage estimé comme suit :

- 1° en cas de dommage total : sur la base de la valeur à neuf ;
- 2° en cas de dommage partiel : en coût de réparation ou de remise en état sur la base de devis détaillés ou de factures.

§ 2. Le montant de l'aide à la réparation établi au § 1^{er} est plafonné à 10.000 euros.

§ 3. Le montant de l'aide à la réparation pour un vélo ne peut dépasser 200 euros et est intégré au plafond visé au § 2.

Section 2. — Personnes-non assurées pour les biens affectés à leur activité professionnelle relevant tant des risques simples que des risques spéciaux

Art. 5. § 1^{er}. Pour les biens agricoles et horticoles, le montant de l'aide à la réparation du dommage est limité à 70 % du dommage estimé comme suit :

- a) pour les bâtiments, abris, serres :
 - en cas de dommage total : en valeur de reconstruction suivant devis détaillé ou facture, ou à défaut, au mètre cube bâti ;
 - en cas de dommage partiel : en valeur de réparation suivant devis détaillé ou factures ;
- b) pour les parcelles : en valeur de remise en état suivant devis détaillé, ou à défaut, au mètre carré. En cas de parcelle déclarée inapte à la culture par une autorité compétente, suite à la calamité et à ses conséquences, une indemnité est versée annuellement durant le temps de l'incapacité. Elle est calculée sur la base du revenu semi-brut à l'hectare ;
- c) pour les machines, le matériel, les engins agricoles et les outils : sur la base de la valeur vénale avant sinistre, le cas échéant déduction faite de la valeur de l'épave ;
- d) pour les clôtures, abreuvoirs, semences, stocks alimentaires, récoltes engrangées, vergers de basse-tige, bétail, cheptel, volailles, pour les produits à usage d'élevage, d'horticulture, d'aquaculture et d'apiculture, pour les poissons : à la valeur du jour ;
- e) pour les pépinières, cultures, récoltes : sur la base des productions brutes standard les plus récentes établies par le Service public de Wallonie ou, à défaut, sur la base des coûts de revient ;
- f) pour les haies vives, taillis linéaires, vergers haute-tige, alignements d'arbres et arbres têtards : sur la base des montants visés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l'octroi de subventions pour la plantation d'une haie vive, d'un taillis linéaire, d'un verger et d'un alignement d'arbres ainsi que pour l'entretien des arbres têtards.

§ 2. L'estimation des dommages comprend les frais de déblaiement, de démolition, d'évacuation, de traitement, de sécurisation, de dépollution et de décontamination, suivant devis détaillé ou facture.

§ 3. Le montant de l'aide à la réparation établi aux §§ 1^{er} et 2 est plafonné à 300.000 euros.

Art. 6. § 1^{er}. Pour les peuplements forestiers, le montant de l'aide à la réparation du dommage est limité à 35 % du dommage estimé comme suit :

- 1° sur la base du coût de revient ;
- 2° s'ils étaient parvenus à maturité, sur la base de la valeur vénale.

§ 2. Pour les infrastructures forestières, le montant de l'aide à la réparation du dommage est limité à 35 % du dommage estimé comme suit :

- 1° en cas de dommage total : en valeur de reconstruction suivant devis détaillé, ou à défaut, au mètre cube bâti ;
- 2° en cas de dommage partiel : en valeur de réparation suivant devis détaillé ou facture.

§ 3. L'estimation des dommages comprend les frais de déblaiement, de démolition, d'évacuation, de traitement, sécurisation, de dépollution et de décontamination, suivant devis détaillé ou facture.

§ 4. Le montant de l'aide à la réparation établi aux §§ 1^{er}, 2 et 3 est plafonné à 300.000 euros.

Art. 7. § 1^{er}. Pour les biens affectés à une activité professionnelle appartenant à des personnes physiques ou morales, à l'exception des camionnettes professionnelles visées à l'article 11, le montant de l'aide à la réparation est limité à 25 % du dommage estimé comme suit :

- 1° pour le bâtiment :
 - si dommage total : en valeur à neuf suivant devis détaillé ou facture, ou à défaut, au mètre cube bâti ;
 - en cas de dommage partiel : en valeur de réparation suivant devis détaillé ou factures ;
- 2° pour les machines, outillages, moules et autres outils de production : à leur valeur réelle, le cas échéant déduction faite de la valeur de l'épave ;
- 3° pour le mobilier : en valeur à neuf ;
- 4° pour le matériel automoteur, les véhicules et remorques : à sa valeur vénale avant sinistre, le cas échéant déduction faite de la valeur de l'épave, sans limite quant au nombre de véhicules ;
- 5° pour les marchandises et les stocks : à leur coût de revient ;
- 6° pour les animaux : à leur valeur du jour.

§ 2. L'estimation des dommages comprend les frais de déblaiement, de démolition, d'évacuation, de traitement, de sécurisation, de dépollution et de décontamination, suivant devis détaillé ou facture.

§ 3. Le montant de l'aide à la réparation établi aux §§ 1^{er} et 2 est plafonné à 500.000 euros.

§ 4. L'aide à la réparation prévue dans le présent article est accordée uniquement si le bénéficiaire de l'aide apporte la preuve de la souscription d'un contrat d'assurance incendie couvrant, pour l'avenir, les biens pour lesquels une aide à la réparation est sollicitée ou, en cas de sinistre total, le bien que le bénéficiaire occupera désormais.

Le bénéficiaire de l'aide pour lequel une souscription d'un contrat d'assurance est impossible doit apporter la preuve par un document attestant de cette impossibilité.

§ 5. L'aide à la réparation prévue dans le présent article est accordée uniquement si elle est destinée à la remise en état, ou la reconstruction ou à la reprise de l'activité économique dans un lieu situé en Wallonie et dans un rayon de maximum 20 kilomètres du lieu d'implantation d'origine.

Est donc exclu tout remboursement d'une dette vers quel que créancier que ce soit, à l'exception des dettes contractées après le sinistre, dans le cadre de la poursuite des activités, telles que le préfinancement par les outils régionaux prévu à l'article 31 du décret.

En cas d'impossibilité d'atteinte des objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, les Ministres peuvent accorder, à la demande du bénéficiaire de l'aide à la réparation, une dérogation dès lors que l'objectif poursuivi reste le maintien de l'emploi et la reprise d'une activité économique en Wallonie.

§ 6. Si la demande d'aide à la réparation prévue dans le présent article est supérieure à 50.000 euros, l'aide à la réparation est calculée en fonction du maintien de l'emploi, sur la base des équivalents temps plein. Son montant évolue en fonction du tableau suivant :

Volume d'emplois maintenu	% de l'aide à la réparation
100 %	100 %
90-99,99 %	90 %
80-89,99 %	80 %
70-79,99 %	70 %
60-69,99 %	60 %
50-59,99 %	50 %
25-49,99 %	30 %
<25 %	0 %

§ 7. Selon les modalités déterminées par le Ministre qui a l'économie dans ses attributions, si la demande d'aide à la réparation prévue dans le présent article est supérieure ou égale à 50.000 euros, le dossier tel que visé à l'article 22 devra être introduit auprès de la SowaFin, de la SRIW ou de la SOGEPA, pour évaluation de la solidité du plan financier de reprise des activités.

L'avis formulé par la SowaFin, la SRIW ou la SOGEPA intègre un volet prévention des risques d'inondations, sur la base d'une analyse externe, dans le cadre de la reprise de l'activité.

Si la demande d'aide à la réparation est inférieure à ce montant, le dossier peut être introduit directement auprès du service régional des calamités par le bénéficiaire.

§ 8. Pour les demandes d'aide à la réparation supérieures à 50.000 euros, le montant de l'aide à la réparation visée dans le présent article est versée en trois tranches :

1° une première tranche de 50 % est versée lors de la validation d'un dossier prévoyant le maintien de l'emploi à 70 %. En cas d'impossibilité d'atteinte de cet objectif, les Ministres peuvent accorder, à la demande du bénéficiaire de l'aide à la réparation, une dérogation dès lors que l'objectif poursuivi reste le maintien de l'emploi et la reprise d'une activité économique en Wallonie. Cette dérogation peut uniquement être accordée aux entreprises occupant plus de 250 travailleurs ;

2° une deuxième tranche de 30 % est versée sur présentation des factures attestant que les montants reçus lors de la première tranche et que le montant sollicité lors de la deuxième tranche sont affectés à la reconstruction ;

3° une troisième tranche de 20 % pourrait être versée au moment de la réalisation de la condition du maintien d'emploi, dans le respect des critères fixés au § 6, sur présentation de factures attestant que l'intégralité de l'aide à la réparation est affectée à la reconstruction.

En cas de manquement aux objectifs prévus dans le présent article, les montants versés indûment à l'entreprise feront l'objet d'une récupération.

§ 9. Pour les demandes d'aide à la réparation d'un montant inférieur à 50.000 €, le montant de l'aide à la réparation visée dans le présent article est versée en deux tranches :

1° une première tranche de 50 % est versée lors de la validation du dossier ;

2° une deuxième tranche de 50 %, versée sur présentation de factures attestant que le montant total de l'aide à la réparation est affecté à la reconstruction.

Section 3. — Personnes assurées pour les biens affectés à leur activité professionnelle relevant des risques spéciaux

Art. 8. § 1^{er}. Pour les personnes assurées en risques spéciaux, à l'exception des camionnettes professionnelles visées à l'article 11, le montant du dommage est estimé comme suit :

1° pour le bâtiment :

- si dommage total : en valeur à neuf suivant devis détaillé ou facture, ou à défaut, au mètre cube bâti ;

- en cas de dommage partiel : en valeur de réparation suivant devis détaillé ou factures ;

2° pour les machines, outillages, moules et autres outils de production : à leur valeur réelle, déduction faite de la valeur de l'épave ;

3° pour le mobilier : en valeur à neuf ;

4° pour le matériel automoteur, les véhicules et remorques : à sa valeur vénale avant sinistre, le cas échéant déduction faite de la valeur de l'épave, sans limite quant au nombre de véhicules ;

5° pour les marchandises et les stocks : à leur coût de revient ;

6° pour les animaux : à leur valeur du jour.

§ 2. L'estimation des dommages comprend les frais de déblaiement, de démolition, d'évacuation, de traitement, sécurisation, de dépollution et de décontamination, suivant devis détaillé ou facture.

Art. 9. § 1^{er}. Le montant de l'aide à la réparation sur les biens endommagés non indemnisés par l'assurance est limité comme suit :

1° pour les entreprises occupant plus de 250 travailleurs, l'aide à la réparation est déterminée par le Gouvernement, sur proposition du Ministre qui a l'économie dans ses attributions, et plafonnée à 40 % du montant des dommages non-indemnisés par la compagnie d'assurance ;

2° pour les entreprises occupant entre 50 et 250 travailleurs, l'aide à la réparation est limitée à 40 % du montant des dommages non-indemnisés par la compagnie d'assurance ;

3° pour les entreprises occupant moins de 50 travailleurs, l'aide à la réparation est limitée à 50 % du montant des dommages non-indemnisés par la compagnie d'assurance.

§ 2. L'aide à la réparation prévue dans le présent article est accordée uniquement si elle est destinée à la remise en état, la reconstruction ou à la reprise de l'activité économique dans un lieu situé en Wallonie et dans un rayon de maximum 20 kilomètres du lieu d'implantation d'origine.

Est donc exclu tout remboursement d'une dette vers quel que créancier que ce soit à l'exception des dettes contractées après le sinistre, dans le cadre de la poursuite des activités, tel que le préfinancement par les outils régionaux prévu à l'article 31 du décret.

En cas d'impossibilité d'atteinte des objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, les Ministres peuvent accorder, à la demande du bénéficiaire de l'aide à la réparation, une dérogation dès lors que l'objectif poursuivi reste le maintien de l'emploi et la reprise d'une activité économique en Wallonie.

§ 3. Si la demande d'aide à la réparation prévue dans le présent article est supérieure à 50.000 euros, l'aide à la réparation est calculée en fonction du maintien de l'emploi, sur la base des équivalents temps plein. Son montant évolue en fonction du tableau suivant :

Volume d'emplois maintenu	% de l'aide à la réparation
100 %	100 %
90-99,99 %	90 %
80-89,99 %	80 %
70-79,99 %	70 %
60-69,99 %	60 %
50-59,99 %	50 %
25-49,99 %	30 %
<25 %	0 %

§ 4. Selon les modalités déterminées par le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions, si la demande d'aide à la réparation prévue dans le présent article est supérieure ou égale à 50.000 euros, le dossier tel que visé à l'article 22 devra être introduit auprès de la Sowalfin, de la SRIW ou de la SOGEPA, pour évaluation de la solidité du plan financier de reprise des activités.

L'avis formulé par la Sowalfin, la SRIW ou la SOGEPA intègre un volet prévention des risques d'inondations, sur la base d'une analyse externe, dans le cadre de la reprise de l'activité.

Si la demande d'aide à la réparation est inférieure à ce montant, le dossier peut être introduit directement auprès du service régional des calamités par le bénéficiaire.

Art. 10. § 1^{er}. Pour les demandes d'aide à la réparation supérieures à 50.000 euros, le montant de l'aide à la réparation visée à l'article 9 est versée en trois tranches :

1° une première tranche de 50 % est versée lors de la validation d'un dossier prévoyant le maintien de l'emploi à 70 %. En cas d'impossibilité d'atteinte de cet objectif, les Ministres peuvent accorder, à la demande du bénéficiaire de l'aide à la réparation, une dérogation dès lors que l'objectif poursuivi reste le maintien de l'emploi et la reprise d'une activité économique en Wallonie. Cette dérogation peut uniquement être accordée aux entreprises occupant plus de 250 travailleurs ;

2° une deuxième tranche de 30 % est versée sur présentation des factures attestant que les montants reçus lors de la première tranche et que le montant sollicité lors de la deuxième tranche sont affectés à la reconstruction ;

3° une troisième tranche de 20 % pourrait être versée au moment de la vérification de la condition du maintien d'emploi, dans le respect des critères fixés à l'article 9, § 3, sur présentation de factures attestant que l'intégralité de l'aide à la réparation est affectée à la reconstruction.

En cas de manquement aux objectifs prévus dans le présent article, les montants versés indûment à l'entreprise feront l'objet d'une récupération.

§ 2. Pour les demandes d'aide à la réparation d'un montant inférieur à 50.000 €, le montant de l'aide à la réparation visée dans le présent article est versée en deux tranches :

1° une première tranche de 50 % est versée lors de la validation du dossier ;

2° une deuxième tranche de 50 %, versée sur présentation de factures attestant que le montant total de l'aide à la réparation est affecté à la reconstruction.

Section 4. — Véhicules

Art. 11. § 1^{er}. Pour les véhicules, le montant de l'aide à la réparation du dommage est limité à 50 % du dommage estimé comme suit :

1° en cas de dommage total : sur la base de la valeur vénale, le cas échéant déduction faite de la valeur de l'épave. Lorsque la valeur de l'épave ne peut être récupérée par le propriétaire, seule la valeur vénale avant le sinistre est prise en considération. La valeur du véhicule sera évaluée selon les conditions prévues par les bases de données et plateformes prévues à cet effet ;

2° en cas de dommage partiel : en coût de réparation sur la base d'un devis détaillé de réparation ou de facture.

§ 2. En ce qui concerne les bénéficiaires d'un revenu d'intégration sociale, le montant de l'aide à la réparation du dommage est estimé comme suit :

1° en cas de dommage total : sur la base de la valeur vénale, le cas échéant déduction faite de la valeur de l'épave. Lorsque la valeur de l'épave ne peut être récupérée par le propriétaire, seule la valeur vénale avant le sinistre est prise en considération. La valeur du véhicule sera évaluée selon les conditions prévues par les bases de données et plateformes prévues à cet effet ;

2° en cas de dommage partiel : en coût de réparation sur la base d'un devis détaillé de réparation ou de facture.

§ 3. Le montant de l'aide à la réparation établi aux §§ 1^{er} et 2 est plafonné aux montants suivants :

1° camionnette destinée à une activité professionnelle : minimum 1.500 euros et maximum 15.000 euros ;

2° automobile et camionnette destinée à un usage courant et familial : minimum 1.500 euros et maximum 10.000 euros ;

3° motocyclette : maximum de 5.000 euros ;

4° cyclomoteur, vélo-cargo et vélo électrique : maximum de 1.500 euros.

§ 4. Un cumul des plafonds est possible pour une personne qui dispose de véhicules destinés à une activité professionnelle et un véhicule destiné à un usage courant et familial.

§ 5. Le nombre de véhicules automoteurs pris en compte pour l'estimation du montant des dommages est limité à un par personne composant le ménage. Pour les automobiles, camionnettes et motocyclettes, ces personnes doivent être porteuses d'un permis de conduire valable pour la catégorie concernée.

Section 5. — Dispositions diverses

Art. 12. § 1^{er}. Toute demande dont le montant de l'aide à la réparation est inférieur à 250 euros ne fera pas l'objet d'une réparation.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les demandes introduites par les personnes physiques qui, au jour de la calamité naturelle publique, ont droit à un revenu d'intégration sociale en application de la loi du 26 mai 2002 relative à l'intégration sociale ou à une aide équivalente en application de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, ne sont pas grevées d'un abattement.

Art. 13. L'aide à la réparation est majorée du coût justifié des mesures et travaux conservatoires à caractère provisoire, réalisés aux frais du demandeur et reconnus utiles à la limitation des dommages, et les frais d'évacuations éventuelles.

Art. 14. L'aide à la réparation est diminuée de toutes libéralités, sommes, fournitures ou prestations de travaux, obtenues ou dues de tiers publics wallons ou d'assurances en vue de dédommager partiellement ou totalement le demandeur dans le cadre de la calamité.

Art. 15. Lorsqu'une personne sinistrée est assujettie à la T.V.A., l'aide à la réparation sera établie sur la base des montants estimés hors T.V.A.

Art. 16. Le plafond prévu pour les biens meubles visés à l'article 4, § 2, ne pourra être cumulé avec les montants alloués pour les biens affectés à une activité professionnelle.

CHAPITRE 3. — *Dommages au domaine public*

Art. 17. Le montant de l'aide à la réparation pour les dommages causés aux biens relevant du domaine public visés à l'article 26 du décret, en ce compris les biens des sociétés de logement de services publics et à l'exclusion des écoles, est limité comme suit, en fonction des catégories figurant en annexe du présent arrêté :

1° pour les biens endommagés se trouvant sur le territoire des communes de Trooz, Limbourg et Pepinster, aucune limite n'est prévue sur le montant des dommages ;

2° pour les biens endommagés se trouvant sur le territoire des communes relevant de la catégorie 1, à l'exception de Trooz, Limbourg et Pepinster, à 90 % du montant des dommages ;

3° pour les biens endommagés se trouvant sur le territoire des communes relevant de la catégorie 2, à 80 % du montant des dommages ;

4° pour les biens endommagés se trouvant sur le territoire des communes relevant de la catégorie 3, à 70 % du montant des dommages.

Ces catégories sont déterminées en fonction du pourcentage de bâtiments ayant subi des dommages causés par les inondations au sein d'une commune ainsi que le montant total des dommages subis par une commune.

L'aide à la réparation s'applique uniquement si le montant versé par l'assurance pour les biens assurés se situe en deçà des dommages estimés pour les biens visés. Le montant total de l'indemnisation ne peut dépasser les pourcentages des dommages visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 18. L'aide à la réparation est majorée du coût justifié des mesures et travaux conservatoires à caractère provisoire réalisés aux frais du demandeur et reconnus utiles à la limitation des dommages.

Art. 19. L'aide à la réparation, est diminuée de toutes sommes reçues ou dues à titre de couverture ou de réparation des dommages visés par le présent arrêté. L'addition de ces montants ne peut donner lieu à une indemnisation supérieure aux pourcentages fixés par l'article 17.

CHAPITRE 4. — *Procédures de demande d'aide à la réparation*

Section 1^{re}. — Introduction et recevabilité de la demande

Art. 20. Toute demande d'aide à la réparation visée à l'article 25 du décret est adressée au Service régional des calamités qui dépend du Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale. Elle doit être signée par le demandeur ou par son représentant légal.

Si la demande est signée par un mandataire, ce dernier doit, dans tous les cas, faire précéder sa signature de la mention des personnes qui l'ont mandaté. Il doit également y joindre une procuration dûment complétée et signée.

Le demandeur introduit une demande pour l'ensemble des biens sinistrés qui lui appartiennent.

Les biens sinistrés indivis doivent faire l'objet d'une demande conjointe qui sera introduite par les copropriétaires ou leur mandataire.

Les époux et cohabitants légaux doivent introduire une seule demande pour l'ensemble de leurs biens.

Art. 21. Toute demande d'aide à la réparation doit être introduite au moyen du formulaire préétabli à cet effet et disponible auprès du Service régional des calamités.

Cette demande est accompagnée de toutes pièces justificatives ou de déclaration sur l'honneur tendant à établir, d'une part, la qualité du demandeur et, d'autre part, l'existence et l'importance des dommages.

Parmi les pièces peuvent être compris les éléments suivants : le numéro de registre national, les certificats de propriété immobilière, la composition de ménage, la copie du contrat d'assurance, l'attestation d'intervention ou de non-intervention de la compagnie d'assurances, les procès-verbaux de constatation et d'estimation des dommages, en ce compris une estimation antérieure au sinistre des stocks et marchandises, le certificat d'immatriculation et la carte verte pour les véhicules automoteurs, les devis ou factures détaillées de réparation ou de remplacement des biens concernés, le procès-verbal de constat des dégâts aux cultures des Commissions agricoles communales, le rapport d'expertise détaillant les coûts de réparation ou de remplacement.

Pour les demandes introduites relatives aux biens relevant de l'activité professionnelle, à l'exception des biens agricoles horticoles, et des peuplements forestiers, la demande est par ailleurs accompagnée, pour les dossiers sollicitant une intervention du Fonds des calamités de plus de 50.000 €, de la notification favorable d'un des 3 outils régionaux. Si ce document doit manquer, le Service régional des calamités prend contact avec l'outil régional compétent pour solliciter l'analyse du dossier et informe le demandeur de la réorientation de son dossier.

Les bénéficiaires du revenu d'intégration sociale fournissent également une attestation établie par le centre public d'action sociale ou par les mutualités.

Le demandeur fournit au Service régional des calamités, ou tient à la disposition de l'expert mandaté par ce service, tout document, certificat ou attestation qui lui serait expressément demandé.

Dans les cas où le Service régional des calamités constate, à l'analyse de la police d'assurance, que la compagnie d'assurance est manifestement en défaut d'exécution de ses obligations contractuelles à l'égard du demandeur, il peut refuser l'attestation de non-intervention établie par ladite compagnie.

Art. 22. Pour les biens relevant de l'activité professionnelle, à l'exception des biens agricoles horticoles, et des peuplement forestiers le sinistré introduit un dossier auprès d'un des trois outils régionaux que sont la Sowalfin, la SRIW et la SOGEPA, étayé de toutes les informations nécessaires à son instruction et à l'évaluation du dommage, y compris : une estimation du dommage subi, la copie des contrats d'assurance en vigueur, une estimation du montant éventuel à percevoir de l'assureur, un plan financier, une situation comptable récente ainsi que les comptes des 3 derniers exercices.

Les outils sont chargés d'analyser la situation financière de l'entreprise et ses perspectives de relance en Wallonie eu égard à l'ampleur du sinistre, aux moyens financiers mobilisables et à l'aide à la réparation à laquelle le sinistré peut prétendre. Cette analyse sera effectuée sur la base des informations recueillies à l'alinéa 1^{er}.

En cas d'appréciation favorable du Comité d'investissement, l'outil régional notifie son avis au sinistré qui peut alors introduire sa demande d'aide à la réparation auprès du Service régional des calamités en veillant à joindre la notification favorable reçue.

En cas de demande d'intervention du Fonds des calamités naturelles inférieure à 50.000 €, cette analyse préalable par l'un des 3 outils régionaux ne trouve pas à s'appliquer et le demandeur peut directement introduire sa demande.

Pour ce qui concerne les dossiers introduits dans le cadre de cet article et l'analyse telle que prévue à l'alinéa 2, la Sowalfin, la SRIW et la SOGEPA sont désignées comme responsables du traitement.

La durée de conservation des données est de 15 ans.

Art. 23. La demande d'aide à la réparation est, sous peine d'irrecevabilité, introduite au plus tard 180 jours à dater de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 24. Les sinistrés qui peuvent invoquer un cas de force majeure ou justifier le dépôt tardif de leur demande, peuvent encore introduire celle-ci avant l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel soit l'empêchement, soit les raisons justifiant le retard, ont cessé d'exister.

Sous peine d'annulation, les demandes d'aide à la réparation qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent être adaptées par le demandeur si le Service régional des calamités lui en fait la demande expresse.

Art. 25. Les demandes d'aide à la réparation qui sont incomplètes ou qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur du décret sont recevables. Elles doivent être adaptées ou complétées par le demandeur lorsque le Service régional des calamités lui en fait la demande expresse.

Les Ministres peuvent déterminer les modalités selon lesquelles les demandes seront adaptées ou complétées.

Art. 26. La demande d'aide à la réparation est irrecevable dans les cas suivants :

1° lorsque la demande concerne des dommages survenus à une autre date que celles du 14 au 16 juillet 2021 et du 24 juillet 2021 ;

2° lorsque la demande concerne des dommages survenus en dehors de la zone géographique de la calamité naturelle publique ;

3° lorsque le demandeur ne respecte pas les articles 5 et 6 du décret ;

4° lorsque le demandeur ne respecte pas le délai d'introduction de la demande d'aide. Toutefois, le demandeur qui peut invoquer un cas de force majeure ou justifier le dépôt tardif de sa demande, peut encore introduire celle-ci avant l'expiration du mois qui suit celui au cours duquel soit l'empêchement, soit les raisons justifiant le retard, ont cessé d'exister ;

5° lorsque le demandeur n'a pas sollicité l'intervention de sa compagnie d'assurances dans les cas où les biens endommagés sont couverts par un contrat d'assurances ;

6° lorsque le demandeur ne transmet pas les informations nécessaires à l'évaluation du dommage visées à l'article 21 ou les adaptations ou les compléments visés à l'article 25.

Section 2. — Instruction des demandes et estimation des dommages éligibles

Art. 27. L'instruction de la demande d'aide à la réparation est effectuée par le Service régional des calamités.

En vue d'assurer, à tous les stades de la procédure d'indemnisation, le contrôle des demandes d'aide à la réparation, le Service régional des calamités peut procéder à toutes constatations, expertises, vérifications, auditions de tiers et, en général, à toutes recherches et investigations qui sont nécessaires à la prise de décision.

Dans le cadre de son instruction, l'Administration de la Région wallonne est désignée comme le responsable du traitement des données collectées.

La durée de conservation des données est de 15 ans.

Art. 28. Le Service régional des calamités peut, sur la base de l'analyse du dossier, constater et estimer les dommages.

Quand c'est nécessaire, il peut effectuer cette constatation in situ ou faire appel à des experts internes ou externes. Dans ce cas, la constatation des dommages sera réalisée contradictoirement entre le Service régional des calamités ou son expert mandaté et le demandeur assisté, s'il le souhaite, du conseil de son choix.

Lorsque le Service régional des calamités fait appel à un expert externe, le montant estimé des dommages est établi par un expert indépendant reconnu par une autorité publique compétente ou par une entreprise d'assurance.

En ce qui concerne les biens relevant de l'activité professionnelle, l'estimation du dommage doit dans tous les cas avoir été établie par un expert indépendant reconnu par une autorité publique compétente ou par une entreprise d'assurance.

Ces experts ont, pour l'exécution de leur mission, les pouvoirs définis à l'article 27. Ils fournissent un rapport de constatation des dommages au Service régional des calamités.

Section 3. — Fixation et affectation de l'aide à la réparation

Art. 29. Toute entreprise d'assurances est tenue de fournir, sans frais, au sinistré qui lui en fait la demande, une copie des contrats d'assurance qui couvrent les biens du sinistré situés dans la région affectée par la calamité naturelle publique et ce, dans le délai de dix jours à compter de la date de la réception de la demande.

Lorsque les indemnisations octroyées par une entreprise d'assurance visent les cas repris au chapitre 4 du décret et nécessitent également l'intervention du Fonds des calamités, l'entreprise d'assurances met à la disposition du Service régional des calamités, sur simple demande de cette dernière et dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la demande, les données nécessaires à la fixation du montant de l'aide à la réparation.

L'entreprise d'assurances transmet à l'Administration les coordonnées des personnes chargées de la communication de ces informations.

A défaut de satisfaire aux obligations prévues aux alinéas précédents, l'entreprise d'assurances est solidairement responsable avec le sinistré du remboursement de toute somme qui, par suite de son omission, aurait été payée indûment au sinistré ou dont la restitution n'aurait pu lui être réclamée en temps utile.

À cet égard, l'Administration de la Région wallonne est désignée comme responsable du traitement.

Les données à caractère personnel communiquées sont traitées exclusivement par le Service public de Wallonie et le Gouvernement wallon afin de permettre de déterminer les indemnisations et aides qui seront octroyées aux sinistrés victimes de la calamité naturelle publique et ne pourront être traitées ultérieurement à d'autres fins.

Le délai de conservation de ces données est de 15 ans après leur réception.

Art. 30. § 1^{er}. Le Service régional des calamités ou l'expert désigné estime les dommages éligibles et fixe le montant de l'aide à la réparation conformément aux prescrits du décret et du présent arrêté.

§ 2. Le Service régional des calamités soumet ensuite le dossier finalisé ainsi que le projet de décision motivée pour appréciation et validation par le Ministre-Président. Ce projet de décision inclut le calcul éventuel de l'aide à la réparation.

Pour les dossiers relatifs aux biens relevant de l'activité professionnelle, à l'exception des biens agricoles horticoles, et des peuplements forestiers dont le montant de l'intervention du fonds des calamités dépasse 250.000 euros, le dossier finalisé ainsi que le projet de décision motivée sont envoyés pour approbation et validation au Ministre-Président et au Ministre qui a l'économie dans ses attributions.

§ 3. Délégation est accordée au directeur général du Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale en ce qui concerne les décisions de refus et d'irrecevabilité des dossiers.

Art. 31. Le Service régional des calamités notifie au demandeur la décision motivée statuant sur la demande introduite et fixant, s'il y a droit, le montant de l'aide à la réparation. Une copie du rapport de constatation des dommages est, le cas échéant, également jointe à la décision.

Section 4. — Voies de recours

Art. 32. La décision entachée d'erreur matérielle peut être rectifiée soit d'office, soit à la demande du demandeur. En l'absence d'erreur matérielle, le demandeur peut solliciter un réexamen de la décision.

Sous peine d'irrecevabilité, cette demande motivée de rectification ou de réexamen est adressée au Service régional des calamités au plus tard soixante jours à dater de l'envoi de la décision. Le demandeur fournit la référence de la décision contestée.

La décision est notifiée dans les soixante jours de la réception de la demande.

Section 5. — Paiement et remboursement

Art. 33. § 1^{er}. Simultanément à la notification de la décision, le Service régional des calamités effectue le paiement de l'aide à la réparation due.

Celui-ci s'effectue par virement bancaire sur le numéro de compte mentionné dans le formulaire de demande d'aide à la réparation. La communication de ce paiement contient le numéro de dossier.

§ 2. Le montant du remboursement éventuel visé à l'article 7, § 8, alinéa 2, et à l'article 10, alinéa 2, est versé sur le compte bancaire du Service régional des calamités. La communication de ce paiement contient le numéro de dossier.

CHAPITRE 5. — Transmission des pièces et dossiers relatifs aux demandes d'aide à la réparation, et des décisions y afférentes

Art. 34. Les demandeurs qui sollicitent l'octroi d'une aide à la réparation peuvent introduire leur demande en ligne via le site internet de la Wallonie.

Lorsque le dossier transmis ne comprend pas toutes les pièces justificatives, l'envoi complémentaire est effectué par voie électronique ou postale.

Art. 35. Les demandeurs s'identifient au moyen de leur carte d'identité électronique.

Un accusé de réception technique du dépôt est automatiquement expédié par envoi électronique à l'adresse électronique mentionnée dans le formulaire de dépôt.

Art. 36. Toutes notifications des décisions font l'objet d'un envoi postal.

CHAPITRE 6. — Disposition finale

Art. 37. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 38. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 octobre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Annexe : Catégories de communes

Les catégories de communes citées à l'article 17 du présent arrêté sont réparties comme suit :

Commune	Catégorie actualisée
CHAUDFONTAINE	1
ESNEUX	1
EUPEN	1
LIEGE	1
LIMBOURG	1
PEPINSTER	1
ROCHEFORT	1
THEUX	1
TROOZ	1

Commune	Catégorie actualisée
VERVIERS	1
AISEAU-PRESLES	2
AMAY	2
AYWAILLE	2
BAELEN	2
CHATELET	2
COMBLAIN AU PONT	2
DALHEM	2
DURBUY	2
FERRIERES	2
HAMOIR	2
HAM-SUR-HEURE-NALINNES	2
HOTTON	2
HOUYET	2
JALHAY	2
LA ROCHE-EN-ARDENNE	2
MARCHE-EN-FAMENNE	2
NASSOGNE	2
OLNE	2
OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	2
RENDEUX	2
SOUMAGNE	2
SPA	2
SPRIMONT	2
STAVELOT	2
TUBIZE	2
WALCOURT	2
WANZE	2
WAVRE	2
AMEL	3
ANDENNE	3
ANDERLUES	3
ANHEE	3
ANS	3
ANTHISNES	3
ANTOING	3
ARLON	3
ASSESE	3
ATH	3
ATTERT	3
AUBANGE	3
AUBEL	3
AWANS	3
BASSENGE	3
BASTOGNE	3
BEAUMONT	3
BEAURAING	3
BEAUVECHAIN	3
BELOEIL	3

Commune	Catégorie actualisée
BERLOZ	3
BERNISART	3
BERTOONE	3
BERTRIX	3
BEYNE-HEUSAY	3
BIEVRE	3
BINCHE	3
BLEGNY	3
BOUILLON	3
BOUSSU	3
BRAINE-L'ALLEUD	3
BRAINE-LE-CHATEAU	3
BRAINE-LE-COMTE	3
BRAIVES	3
BRUGELETTE	3
BRUNEHAUT	3
BULLINGEN	3
BURDINNE	3
BURG-REULAND	3
BUTGENBACH	3
CELLES	3
CERFONTAINE	3
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	3
CHARLEROI	3
CHASTRE	3
CHAUMONT-GISTOUX	3
CHIEVRES	3
CHIMAY	3
CHINY	3
CINEY	3
CLAVIER	3
COLFONTAINE	3
COMINES-WARNETON	3
COURCELLES	3
COURT-SAINT-ETIENNE	3
COUVIN	3
CRISNEE	3
DAVERDISSE	3
DINANT	3
DISON	3
DOISCHE	3
DONCEEL	3
DOUR	3
ECAUSSINNES	3
EGHEZEE	3
ELLEZELLES	3
ENGHIEN	3
ENGIS	3
EREZEE	3
ERQUELINNES	3
ESTAIMPUIS	3

Commune	Catégorie actualisée
ESTINNES	3
ETALLE	3
FAIMES	3
FARCIENNES	3
FAUVILLERS	3
FERNELMONT	3
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	3
FLEMALLE	3
FLERON	3
FLEURUS	3
FLOBECQ	3
FLOREFFE	3
FLORENNES	3
FLORENVILLE	3
FONTAINE-L'ÉVEQUE	3
FOSSES-LA-VILLE	3
FRAMERIES	3
FRASNES-LES-ANVAING	3
FROIDCHAPELLE	3
GEDINNE	3
GEER	3
GEMBOUX	3
GENAPPE	3
GERPINNES	3
GESVES	3
GOUVY	3
GRACE-HOLLOGNE	3
GREZ-DOICEAU	3
HABAY-LA-NEUVE	3
HAMOIS	3
HANNUT	3
HASTIERE	3
HAVELANGE	3
HELECINE	3
HENSIES	3
HERBEUMONT	3
HERON	3
HERSTAL	3
HERVE	3
HONNELLES	3
HOUFFALIZE	3
HUY	3
INCOURT	3
ITTRE	3
JEMEPPE-SUR-SAMBRE	3
JODOIGNE	3
JUPRELLE	3
JURBISE	3
KELMIS	3
LA BRUYERE	3
LA HULPE	3

Commune	Catégorie actualisée
LA LOUVIERE	3
LASNE	3
LE ROEULX	3
LEGLISE	3
LENS	3
LES BONS VILLERS	3
LESSINES	3
LEUZE-EN-HAINAUT	3
LIBIN	3
LIBRAMONT	3
LIERNEUX	3
LINCENT	3
LOBBES	3
LONTZEN	3
MALMEDY	3
MANAGE	3
MANHAY	3
MARCHIN	3
MARTELANGE	3
MEIX-DEVANT-VIRTON	3
MERBES-LE-CHATEAU	3
MESSANCY	3
METTET	3
MODAVE	3
MOMIGNIES	3
MONS	3
MONT-DE-L'ENCLUS	3
MONTIGNY-LE-TILLEUL	3
MONT-ST-GUIBERT	3
MORLANWELZ	3
MOUSCRON	3
MUSSON	3
NAMUR	3
NANDRIN	3
NEUFCHATEAU	3
NEUPRE	3
NIVELLES	3
OHEY	3
ONHAYE	3
OREYE	3
ORP-JAUCHE	3
OUFFET	3
OUPEYE	3
PALISEUL	3
PECQ	3
PERUWELZ	3
PERWEZ	3
PHILIPPEVILLE	3
PLOMBIERES	3
PONT-A-CELLES	3
PROFONDEVILLE	3

Commune	Catégorie actualisée
QUAREGNON	3
QUEVY	3
QUIEVRAIN	3
RAEREN	3
RAMILLIES	3
REBECQ	3
REMICOURT	3
RIXENSART	3
ROUVROY	3
RUMES	3
SAINTE-ODE	3
SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	3
SAINT-GHISLAIN	3
SAINT-HUBERT	3
SAINT-LEGER	3
SAINT-NICOLAS	3
SAMBREVILLE	3
SANKT VITH	3
SENEFFE	3
SERAING	3
SILLY	3
SIVRIY-RANCE	3
SOIGNIES	3
SOMBREFFE	3
SOMME-LEUZE	3
STOUMONT	3
TELLIN	3
TENNEVILLE	3
THIMISTER-CLERMONT	3
THUIN	3
TINLOT	3
TINTIGNY	3
TOURNAI	3
TROIS-PONTS	3
VAUX-SUR-SURE	3
VERLAINE	3
VIELSALM	3
VILLERS-LA-VILLE	3
VILLERS-LE-BOUILLET	3
VIROINVAL	3
VIRTON	3
WISE	3
VRESSE-SUR-SEMOIS	3
WAIMES	3
WALHAIN	3
WAREMME	3
WASSEIGES	3
WATERLOO	3
WELKENRAEDT	3
WELLIN	3
YVOIR	3

Vu pour être annexe à l'arrêté Gouvernement wallon portant exécution du décret du 23 septembre 2021 relatif à la réparation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique.

Namur, le 14 octobre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/22261]

14. OKTOBER 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 23. September zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden, Artikel 15, 17, 18, 25, 27, 33 und 35;

Aufgrund des Berichts vom 21. September 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 22. September 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. September 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 4. Oktober 2021 in Anwendung von Artikel 26 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 3. Dezember 2017 zur Schaffung der Datenschutzbehörde abgegebenen Stellungnahme Nr. 172/2021 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 4. Oktober 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 70.239/4;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch begründet ist, dass die Überschwemmungen, die sich zwischen dem 14. und dem 16. Juli 2021 und am 24. Juli 2021 ereignet haben, eine außergewöhnliche Naturkatastrophe mit extremer Gewalt darstellen, die zahlreiche Bürger in eine immense Notlage und manche von ihnen in einen unerträglichen Angstzustand mit Blick auf ihre Zukunft und die ihrer Familienangehörigen versetzt hat;

Dass diese traurige, noch nie da gewesene Lage noch dadurch verschlechtert wird, dass diese Naturkatastrophe zu einem Zeitpunkt geschah, zu dem zahlreiche Geschädigte durch die COVID-19-Krise, welche sich weiterhin schädlich auswirkt, in ihrer Gesundheit oder ihrem Wohlbefinden beeinträchtigt waren;

Dass die öffentliche Hand angesichts einer solchen Lage beispielhaft, schnell und wirksam vorgehen muss. Ihre wichtigste Aufgabe besteht darin, Solidaritätsmechanismen einzuführen, die sich derart auswirken, dass einerseits die Geschädigten, Bürger, Unternehmen und Vereinigungen materiell unterstützt werden und, andererseits, Initiativen öffentlich ergriffen werden, die unentwegt dazu beitragen können, sie psychologisch zu beruhigen;

Dass es dringend, sogar äußerst dringend ist, dass der vorliegende Erlass von der Regierung verabschiedet wird, damit das rechtliche Instrumentarium zur Schadenersatzzahlung voll angewandt werden kann;

Dass allein schon diese Feststellung zur Begründung dafür ausreicht, dass die Frist, innerhalb deren die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates ihr Gutachten abzugeben hat, auf fünf Tage reduziert wird;

Dass dies umso mehr der Fall ist, als diese Reduzierung zur Folge haben kann, dass die aufgrund des Erlasses getätigten Überweisungen ca. einen Monat früher erfolgen, und dass es für alle Empfänger dieser Überweisungen von zentraler Bedeutung ist, dass sie schnellstens über die für sie bestimmten Finanzmittel verfügen;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Definitionen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Selbstkostenpreis: Kosten der zum Tageswert geschätzten Rohstoffe, gegebenenfalls zuzüglich der zur Erreichung ihres Fertigungsgrads entstandenen direkten und indirekten Kosten;

2° Dekret: Dekret vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

3° Unternehmen: das Kleinst-, kleine oder mittlere Unternehmen sowie das Unternehmen, dessen Beschäftigtenzahl und finanzielle Beträge nicht der Definition von Kleinst-, kleinen und mittleren Unternehmen nach Artikel 2 und 3 des Anhangs I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union entsprechen, oder die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht nach Buch 9 des Gesetzbuches der Gesellschaften und Vereinigungen, das den folgenden Bedingungen genügt

a) das/die mehrwertsteuerpflichtig ist;

b) das/die im Rahmen eines Arbeitsvertrags mindestens eine Person beschäftigt;

c) das/die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, d.h. eine Tätigkeit, die darin besteht, auf einem bestimmten Markt Güter oder Dienstleistungen anzubieten;

d) dessen/deren Finanzierung aus öffentlichen Quellen, abgesehen von Beschäftigungsbeihilfen, nicht mehr als fünfzig Prozent beträgt auf der Grundlage der neuesten genehmigten Konten, mit Ausnahme der juristischen Personen öffentlichen Rechts;

4° Aufrechterhaltung der Beschäftigung: es wird davon ausgegangen, dass ein Unternehmen seinen Beschäftigungsstand aufrechterhalten hat, wenn es 18 Monate nach der Wiederaufnahme der Tätigkeiten eine Anzahl Arbeitnehmer aufweist, die der durchschnittlichen Zahl Arbeitnehmer entspricht, die es über die 18 Monate vor dem Schadensfall beschäftigte. Dieser Beschäftigungsstand muss für einen Mindestzeitraum von vier Jahren aufrechterhalten werden, um sich eine Beschäftigungsstabilität über diesen Zeitraum zu sichern. Die Arbeitnehmerzahl wird auf der Grundlage von Vollzeitäquivalenten berechnet. Die Sozialbilanz ist maßgebend;

5° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die finanzielle Intervention infolge von Schäden, die durch allgemeine Naturkatastrophen entstanden sind, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

6° Privatpersonen: Geschädigte, deren beschädigte Güter nicht für eine berufliche oder landwirtschaftliche Tätigkeit benutzt werden;

7° Wiederaufnahme der Tätigkeiten: es wird davon ausgegangen, dass ein Unternehmen seine Tätigkeiten wieder aufgenommen hat, wenn es im gleitenden Zeitraum einen Jahresumsatz erwirtschaftet, der 75% des Mittelwerts seines Umsatzes über die drei Geschäftsjahre vor dem Schadensfall entspricht, und dies spätestens am 14. Juli 2023;

8° Neuwert: Kostenpreis des Wiederaufbaus als Neubau, einschließlich der Architektenkosten, oder der Wiederherstellung in den Neuzustand des Gutes;

9° tatsächlicher Wert: Neuwert abzüglich der Überalterung;

10° Tageswert: Börsen- oder Marktwert;

11° Verkaufswert: Wert des Gutes bei Verkauf, je nach den Marktpreisen;

12° Überalterung: Minderung des Neuwerts unter Berücksichtigung des Alters des Gutes, seiner Nutzung, der Häufigkeit und Qualität seiner Instandhaltung.

KAPITEL 2 — *Schadensbewertung und Berechnung der Schadenersatzzahlung*

Abschnitt 1 — Nicht versicherte Privatpersonen

Art. 2. § 1. Für unbewegliche Güter ist der Betrag der Schadenersatzzahlung auf 50% des wie folgt bewerteten Schadens begrenzt:

1° bei Totalschaden: Neuwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder einer Rechnung oder, wenn dieser Wert nicht vorliegt, aufgrund des bebauten Kubikmeterpreises;

2° bei Teilschaden: Reparaturwert auf der Grundlage der durchschnittlichen Einheitspreise, die in der zum Zeitpunkt des Schadensfalls gültigen, von dem Belgischen Sachverständigenverband herausgegebenen Aufstellung der Einheitspreise angegeben sind.

§ 2. Die in § 1 festgelegte Höhe der Schadenersatzzahlung ist für die nicht versicherten Personen und die Personen, deren Immobilie in einem Gebiet mit hoher Überschwemmungsgefahr nicht gegen Überschwemmungen versichert ist, auf 80.000 Euro begrenzt;

§ 3. Was die nicht versicherten Personen betrifft, die Empfänger eines sozialen Eingliederungseinkommens im Sinne von Artikel 18 des Dekrets sind, wird in Abweichung von den §§ 1 und 2 eine Schadenersatzzahlung gemäß folgender Tabelle gewährt:

Aufeinanderfolgende Tranchen des Gesamtbetrags der Schäden für unbewegliche Güter (in Euro)	Beteiligungs-Prozentsatz	Kumulierter Betrag der vorherigen Teilbeträge
0,01 Euro bis 9.999,99 Euro	100 %	0 Euro
10.000,00 Euro bis 19.999,99 Euro	80 %	9.999,99 Euro
20.000,00 Euro bis 29.999,99 Euro	60 %	17.999,98 Euro
30.000,00 Euro bis 205.999,99 Euro	50 %	23.999,98 Euro
Ab 206.000,00 Euro	0 %	111.999,97

§ 4. Eine ergänzende Schadenersatzzahlung wird im Falle von Ausgaben gewährt, die mit einer Dekontaminierung oder Entgiftung, die infolge der im Dekret genannten Überschwemmungen und schweren Regenfälle notwendig wird, verbunden sind.

Diese ergänzende Schadenersatzzahlung entspricht dem Betrag der Kosten für die Dekontaminierung oder Entgiftung und ist auf einen Betrag von 10.000 Euro begrenzt.

§ 5. Die im vorliegenden Artikel vorgesehene Schadenersatzzahlung wird nur dann gewährt, wenn sie für den Wiederaufbau, die Reparatur oder die Restaurierung des beschädigten Gutes, für den Wiederaufbau des Gutes an einem anderen Standort, falls dies am ursprünglichen Standort nicht mehr möglich ist, oder für den Abschluss eines neuen Mietvertrags mit einer Mindestdauer von drei Jahren für eine neue Wohnung bestimmt ist.

§ 6. Die im vorliegenden Artikel vorgesehene Schadenersatzzahlung wird nur dann gewährt, wenn der Empfänger der Schadenersatzzahlung den Nachweis erbringt, dass er eine Feuerversicherung zur künftigen Absicherung der Güter, für die eine Schadenersatzzahlung beantragt wird, oder, im Falle eines Totalschadens oder eines Umzugs, des Gutes, das der Empfänger fortan bewohnen wird, abgeschlossen hat.

Der Empfänger der Schadenersatzzahlung, für den der Abschluss einer Feuerversicherung unmöglich ist, muss dies mit einem Dokument zur Bescheinigung dieser Unmöglichkeit nachweisen.

Die Bedingung für den Abschluss einer Feuerversicherung gilt nicht für die Empfänger eines sozialen Eingliederungseinkommens.

Art. 3 - § 1. Für die Leichtbauwohnungen nach Artikel 1 Ziffer 6 des Dekrets entspricht der Betrag der Schadenersatzzahlung dem wie folgt bewerteten Schaden:

a) bei Totalschaden: Neuwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder von Rechnungen;

b) bei Teilschaden: der Reparaturwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags für die Reparatur oder von Rechnungen.

§ 2. Die in § 1 festgelegte Höhe der Schadenersatzzahlung ist auf 20.000 Euro begrenzt.

Art. 4 - § 1. Für die beweglichen Güter zum gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch entspricht der Betrag der Schadenersatzzahlung dem wie folgt bewerteten Schaden:

1° bei Totalschaden: auf der Grundlage des Neuwerts;

2° bei Teilschaden: Reparatur- oder Wiederinstandsetzungskosten auf der Grundlage von ausführlichen Kostenvoranschlägen oder Rechnungen.

§ 2. Die in § 1 festgelegte Höhe der Schadenersatzzahlung ist auf 10.000 Euro begrenzt.

§ 3. Die Höhe der Schadenersatzzahlung für ein Fahrrad darf 200 Euro nicht überschreiten und wird in den Höchstbetrag nach § 2 aufgenommen.

Abschnitt 2 — Personen, deren für ihre berufliche Tätigkeit benutzte und als einfache Risiken sowie als besondere Risiken eingestufte Güter nicht versichert sind

Art. 5 - § 1. Für landwirtschaftliche und gartenbauliche Güter ist der Betrag der Schadenersatzzahlung auf 70% des wie folgt bewerteten Schadens begrenzt:

a) für Gebäude, Unterstände, Treibhäuser:

- bei Totalschaden: Wiederaufbauwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder einer Rechnung oder, wenn dieser Wert nicht vorliegt, aufgrund des bebauten Kubikmeterpreises;

- bei Teilschaden: der Reparaturwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder nach Rechnungen;

b) für Parzellen: Wert der Wiederinstandsetzung auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvorschlags oder, in Ermangelung davon, aufgrund des Quadratmeterpreises. Bei Parzellen, die infolge der Naturkatastrophe und ihrer Konsequenzen von einer zuständigen Behörde als untauglich für den Ackerbau erklärt werden, wird während der Untauglichkeit jedes Jahr eine Entschädigung gezahlt. Sie wird auf der Grundlage des Halbbrutto-Einkommens pro Hektar berechnet;

c) für Maschinen, Material, landwirtschaftliche Geräte und Werkzeuge: auf der Grundlage des Verkaufswerts vor dem Schadensfall, gegebenenfalls nach Abzug des Werts des Wracks;

d) für Zäune, Tränken, Saatgut, Futtermittelbestände, eingebrachte Ernten, niederstämmige Obstanlagen, Vieh, Tierbestände, Geflügel, für in der Tierzucht, im Gartenbau, in der Aquakultur und Bienenzucht benutzte Produkte, für Fische: Tageswert;

e) für Baumschulen, Kulturen, Ernten: auf der Grundlage der letzten, vom Öffentlichen Dienst der Wallonie ermittelten Standard-Bruttoproduktionszahlen oder, in Ermangelung davon, auf der Grundlage der Selbstkostenpreise;

f) für lebende Hecken, lineare Niederwälder, hochstämmige Obstanlagen, Baumreihen und gekappte Bäume: auf der Grundlage der Beträge, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 2020 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2016 über die Gewährung von Subventionen für die Anpflanzung einer lebenden Hecke, eines linearen Niederwalds, eines Obstgartens und einer Baumreihe sowie für den Unterhalt von gekappten Bäumen aufgeführt sind.

§ 2. Die Schadensbewertung umfasst die Kosten der Räumung, des Abbruchs, der Evakuierung, der Behandlung, der Sicherung, der Dekontaminierung oder Entgiftung, wie in einem ausführlichen Kostenvoranschlag oder in einer Rechnung angegeben.

§ 3. Die in § 1 und 2 festgelegte Höhe der Schadenersatzzahlung ist auf 300.000 Euro begrenzt.

Art. 6 - § 1. Für Waldbestände ist der Betrag der Schadenersatzzahlung auf 35% des wie folgt bewerteten Schadens begrenzt:

1° auf der Grundlage des Selbstkostenpreises;

2° falls es sich um ausgereifte Bestände handelt, auf der Grundlage des Verkaufswertes.

§ 2. Für Forstinfrastrukturen ist der Betrag der Schadenersatzzahlung auf 35% des wie folgt bewerteten Schadens begrenzt:

1° bei Totalschaden: Wiederaufbauwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder, wenn dieser Wert nicht vorliegt, aufgrund des bebauten Kubikmeterpreises;

2° bei Teilschaden: der Reparaturwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder einer Rechnung.

§ 3. Die Schadensbewertung umfasst die Kosten der Räumung, des Abbruchs, der Evakuierung, der Behandlung, der Sicherung, der Dekontaminierung und der Entgiftung, wie in einem ausführlichen Kostenvoranschlag oder in einer Rechnung angegeben.

§ 4. Die in § 1 und 2 festgelegte Höhe der Schadenersatzzahlung ist auf 300.000 Euro begrenzt.

Art. 7 - § 1. Für beruflich genutzte Güter, die natürlichen oder juristischen Personen gehören, mit Ausnahme der beruflich genutzten Kleintransporter nach Artikel 11, ist die Höhe der Schadenersatzzahlung auf 25% des wie folgt bewerteten Schadens begrenzt:

1° für das Gebäude:

- bei Totalschaden: Neuwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder einer Rechnung oder, wenn dieser Wert nicht vorliegt, aufgrund des bebauten Kubikmeterpreises;

- bei Teilschaden: der Reparaturwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder nach Rechnungen;

2° für Maschinen, Werkzeuge, Gussformen und andere Produktionsmittel: zu ihrem tatsächlichen Wert, gegebenenfalls nach Abzug des Wertes des Wracks;

3° für das Mobiliar: zum Neuwert;

4° für motorisierte Geräte, Fahrzeuge und Anhänger: zum Verkaufswert vor dem Schaden, gegebenenfalls nach Abzug des Wertes des Wracks, ohne Begrenzung der Anzahl der Fahrzeuge;

5° für Waren und Bestände: zum Selbstkostenpreis;

6° für Tiere: zu ihrem Tageswert.

§ 2. Die Schadensbewertung umfasst die Kosten der Räumung, des Abbruchs, der Evakuierung, der Behandlung, der Sicherung, der Dekontaminierung oder Entgiftung, wie in einem ausführlichen Kostenvoranschlag oder in einer Rechnung angegeben

§ 3. Die in § 1 und 2 festgelegte Höhe der Schadenersatzzahlung ist auf 500.000 Euro begrenzt.

§ 4. Die im vorliegenden Artikel vorgesehene Schadenersatzzahlung wird nur dann gewährt, wenn der Empfänger der Schadenersatzzahlung den Nachweis erbringt, dass er eine Feuerversicherung zur künftigen Absicherung der Güter, für die eine Schadenersatzzahlung beantragt wird, oder, im Falle eines Totalschadens, des Gutes, das der Empfänger fortan bewohnen wird, abgeschlossen hat.

Der Empfänger der Schadenersatzzahlung, für den der Abschluss einer Versicherung unmöglich ist, muss dies mit einem Dokument zur Bescheinigung dieser Unmöglichkeit nachweisen.

§ 5. Die in diesem Artikel vorgesehene Schadenersatzzahlung wird nur gewährt, wenn sie für die Wiederherstellung, den Wiederaufbau oder die Wiederaufnahme der wirtschaftlichen Tätigkeit an einem Ort in der Wallonie und in einem Umkreis von höchstens 20 Kilometern um den ursprünglichen Niederlassungsort bestimmt ist.

Jede Rückzahlung einer Schuld an irgendeinen Gläubiger ist somit ausgeschlossen, mit Ausnahme der nach dem Schaden aufgenommenen Schulden im Rahmen der Fortführung der Tätigkeit, wie z.B. der Vorfinanzierung durch regionale Instrumente nach Artikel 31 des Dekrets.

Ist die Verwirklichung der in Absatz 1 genannten Ziele nicht möglich, können die Minister auf Antrag des Empfängers der Schadenersatzzahlung eine Ausnahme gewähren, sofern das angestrebte Ziel weiterhin die Aufrechterhaltung der Beschäftigung und die Wiederaufnahme einer Wirtschaftstätigkeit in der Wallonie ist.

§ 6. Wenn der in vorliegendem Artikel vorgesehene Antrag auf Schadenersatzzahlung 50.000 Euro übertrifft, so wird die Schadenersatzzahlung je nach der aufrechterhaltenen Beschäftigung auf der Grundlage von Vollzeitäquivalenten berechnet. Ihr Betrag entspricht der folgenden Tabelle:

Aufrechterhaltenes Beschäftigungsvolumen	% der Schadenersatzzahlung
100%	100%
90 - 99,99%	90%
80 - 89,99%	80%
70 - 79,99%	70%
60 - 69,99%	60%
50 - 59,99%	50%
25 - 49,99%	30%
<25%	0%

§ 7. Wenn der Antrag auf die in diesem Artikel vorgesehene Schadenersatzzahlung 50.000 Euro oder mehr beträgt, muss die Akte nach Artikel 22 gemäß den vom Wirtschaftsminister festgelegten Modalitäten bei der Sowalfin, der SRIW oder der SOGEPA eingereicht werden, damit diese die Solidität des Finanzplans für die Wiederaufnahme der Tätigkeiten beurteilen können.

Die von der Sowalfin, SRIW oder SOGEPA formulierte Stellungnahme enthält eine Komponente zur Verhütung von Hochwasserrisiken auf der Grundlage einer externen Analyse im Rahmen der Wiederaufnahme der Tätigkeit.

Wenn der Antrag auf Schadenersatzzahlung unter diesem Betrag liegt, kann die Akte vom Empfänger unmittelbar bei dem regionalen Dienst für Naturkatastrophen eingereicht werden.

§ 8. Für Anträge auf Schadenersatzzahlung über 50.000 Euro, wird der Betrag der im vorliegenden Artikel genannten Schadenersatzzahlung in drei Tranchen ausgezahlt:

1° eine erste Tranche von 50 % wird bei der Validierung einer Akte gezahlt, die eine Aufrechterhaltung der Beschäftigung zu 70 % vorsieht. Wenn es unmöglich ist, dieses Ziel zu erreichen, können die Minister auf Anfrage des Empfängers der Schadenersatzzahlung eine Abweichung gewähren, unter der Voraussetzung, dass das verfolgte Ziel die Aufrechterhaltung der Beschäftigung und die Wiederaufnahme einer wirtschaftlichen Tätigkeit in der Wallonie bleibt;

2° eine zweite Tranche von 30 % wird bei Vorlage der Rechnungen gezahlt, die beweisen, dass die bei der ersten Tranche erhaltenen Beträge und der bei der zweiten Tranche beantragte Betrag dem Wiederaufbau gewidmet sind;

3° eine dritte Tranche in Höhe von 20 % könnte bei der Erfüllung der Bedingung der Aufrechterhaltung der Beschäftigung unter Beachtung der in § 6 genannten Kriterien gezahlt werden, auf Vorlage von Rechnungen, die nachweisen, dass die gesamte Schadenersatzzahlung dem Wiederaufbau gewidmet wird.

Bei Nichteinhaltung der in diesem Artikel genannten Ziele werden die zu Unrecht an das Unternehmen gezahlten Beträge zurückgefordert.

§ 9. Für die Anträge auf Schadenersatzzahlung unter 50.000 € wird der Betrag der in vorliegendem Artikel genannten Schadenersatzzahlung in zwei Tranchen gezahlt:

1° eine erste Tranche von 50 % wird bei der Validierung der Akte gezahlt;

2° eine zweite Tranche von 50% wird nach der Vorlage von Rechnungen gezahlt, die nachweisen, dass der Gesamtbetrag der Schadenersatzzahlung dem Wiederaufbau gewidmet wird

Abschnitt 3 — Personen, deren für ihre berufliche Tätigkeit benutzte und als besondere Risiken eingestufte Güter versichert sind

Art. 8 - § 1. Für Personen, die unter besonderen Risiken versichert sind, mit Ausnahme der beruflich genutzten Kleintransporter im Sinne von Artikel 11, wird die Schadenshöhe wie folgt geschätzt:

1° für das Gebäude:

- bei Totalschaden: Neuwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder einer Rechnung oder, wenn dieser Wert nicht vorliegt, aufgrund des bebauten Kubikmeterpreises;
- bei Teilschaden: der Reparaturwert auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags oder nach Rechnungen;

2° für Maschinen, Werkzeuge, Gussformen und andere Produktionsmittel: zu ihrem tatsächlichen Wert, nach Abzug des Wertes des Wracks;

3° für das Mobiliar: zum Neuwert;

4° für motorisierte Geräte, Fahrzeuge und Anhänger: zum Verkaufswert vor dem Schaden, gegebenenfalls nach Abzug des Wertes des Wracks, ohne Begrenzung der Anzahl der Fahrzeuge;

5° für Waren und Bestände: zum Selbstkostenpreis;

6° für Tiere: zu ihrem Tageswert.

§ 2. Die Schadensbewertung umfasst die Kosten der Räumung, des Abbruchs, der Evakuierung, der Behandlung, der Sicherung, der Dekontaminierung und der Entgiftung, wie in einem ausführlichen Kostenvoranschlag oder in einer Rechnung angegeben.

Art. 9 - § 1. Die Höhe der Schadenersatzzahlung für geschädigte Güter, die durch die Versicherung nicht gedeckt sind, wird wie folgt begrenzt:

1° für Unternehmen mit mehr als 250 Beschäftigten wird die Schadenersatzzahlung von der Regierung auf Vorschlag des Wirtschaftsministers festgelegt und ist auf 40 % des von der Versicherung nicht entschädigten Schadens begrenzt;

2° für Unternehmen mit 50 bis 250 Beschäftigten ist die Schadenersatzzahlung auf 40 % des von der Versicherung nicht entschädigten Schadens begrenzt;

3° für Unternehmen mit weniger als 50 Beschäftigten ist die Schadenersatzzahlung auf 50 % des von der Versicherung nicht entschädigten Schadens begrenzt.

§ 2. Die in diesem Artikel vorgesehene Schadenersatzzahlung wird nur gewährt, wenn sie für die Wiederherstellung, den Wiederaufbau oder die Wiederaufnahme der wirtschaftlichen Tätigkeit an einem Ort in der Wallonie und in einem Umkreis von höchstens 20 Kilometern um den ursprünglichen Niederlassungsort bestimmt ist.

Jede Rückzahlung einer Schuld an einen Gläubiger ist somit ausgeschlossen mit Ausnahme der nach dem Schaden aufgenommenen Schulden im Rahmen der Fortführung der Tätigkeit, wie z.B. der Vorfinanzierung durch regionale Instrumente nach Artikel 31 des Dekrets.

Ist die Verwirklichung der in Absatz 1 genannten Ziele nicht möglich, können die Minister auf Antrag des Empfängers der Schadenersatzzahlung eine Ausnahme gewähren, sofern das angestrebte Ziel weiterhin die Aufrechterhaltung der Beschäftigung und die Wiederaufnahme einer Wirtschaftstätigkeit in der Wallonie ist.

§ 3. Wenn der in diesem Artikel vorgesehene Antrag auf Schadenersatzzahlung 50.000 übersteigt, wird die Schadenersatzzahlung je nach der Aufrechterhaltung der Beschäftigung auf der Grundlage von Vollzeitäquivalenten berechnet. Ihr Betrag entspricht der folgenden Tabelle: Ihr Betrag entspricht der folgenden Tabelle:

Aufrechterhaltenes Beschäftigungsvolumen	% der Schadenersatzzahlung
100%	100%
90-99,99%	90%
80-89,99%	80%
70-79,99%	70%
60-69,99%	60%
50-59,99%	50%
25-49,99%	30%
<25%	0%

§ 4. Wenn der Antrag auf die in diesem Artikel vorgesehene Schadenersatzzahlung 50.000 Euro oder mehr beträgt, muss die Akte nach Artikel 22 nach den vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, festgelegten Modalitäten bei der Sowalfin, der SRIW oder der SOGEPA eingereicht werden, damit diese die Solidität des Finanzplans für die Wiederaufnahme der Tätigkeiten beurteilen können.

Die von der Sowalfin, SRIW oder SOGEPA formulierte Stellungnahme enthält eine Komponente zur Verhütung von Hochwasserrisiken auf der Grundlage einer externen Analyse im Rahmen der Wiederaufnahme der Tätigkeit.

Wenn der Antrag auf Schadenersatzzahlung unter diesem Betrag liegt, kann die Akte vom Empfänger unmittelbar bei dem regionalen Dienst für Naturkatastrophen eingereicht werden.

Art. 10 - § 1. Für Anträge auf Schadenersatzzahlung über 50.000 € wird der Betrag der in Artikel 9 genannten Schadenersatzzahlung in drei Tranchen ausgezahlt:

1° eine erste Tranche von 50 % wird bei der Validierung einer Akte gezahlt, die eine Aufrechterhaltung der Beschäftigung zu 70 % vorsieht. Wenn es unmöglich ist, dieses Ziel zu erreichen, können die Minister auf Anfrage des Empfängers der Schadenersatzzahlung eine Abweichung gewähren, unter der Voraussetzung, dass das verfolgte Ziel die Aufrechterhaltung der Beschäftigung und die Wiederaufnahme einer wirtschaftlichen Tätigkeit in der Wallonie bleibt. Diese Abweichung kann nur den Unternehmen gewährt werden, die mehr als 250 Arbeitnehmer beschäftigen;

2° eine zweite Tranche von 30% wird bei Vorlage der Rechnungen gezahlt, die beweisen, dass die bei der ersten Tranche erhaltenen Beträge und der bei der zweiten Tranche beantragte Betrag dem Wiederaufbau gewidmet sind;

3° eine dritte Tranche in Höhe von 20 % könnte bei der Erfüllung der Bedingung der Aufrechterhaltung der Beschäftigung unter Beachtung der in § 6 genannten Kriterien gezahlt werden, auf Vorlage von Rechnungen, die nachweisen, dass die gesamte Schadenersatzzahlung dem Wiederaufbau gewidmet wird.

Bei Nichteinhaltung der in diesem Artikel genannten Ziele werden die zu Unrecht an das Unternehmen gezahlten Beträge zurückgefordert.

§ 2. Für die Anträge auf Schadenersatzzahlung unter 50.000 € wird der Betrag der in vorliegendem Artikel genannten Schadenersatzzahlung in zwei Tranchen gezahlt:

1° eine erste Tranche von 50 % wird bei der Validierung der Akte gezahlt;

2° eine zweite Tranche von 50% wird nach der Vorlage von Rechnungen gezahlt, die nachweisen, dass der Gesamtbetrag der Schadenersatzzahlung dem Wiederaufbau gewidmet wird

Abschnitt 4 — Fahrzeuge

Art. 11 - § 1. Für Fahrzeuge ist der Betrag der Schadenersatzzahlung auf 50% des wie folgt bewerteten Schadens begrenzt:

1° bei Totalschaden: auf der Grundlage des Verkaufswerts, gegebenenfalls nach Abzug des Werts des Wracks. Kann der Wert des Wracks vom Eigentümer nicht wiedererlangt werden, wird nur der Verkaufswert vor dem Schaden berücksichtigt. Der Wert des Fahrzeugs wird nach den Bedingungen der zu diesem Zweck vorgesehenen Datenbanken und Plattformen ermittelt;

2° bei Teilschaden: die Reparaturkosten auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags für die Reparatur oder einer Rechnung.

§ 2. Was die Empfänger eines sozialen Eingliederungseinkommens betrifft, wird der Betrag der Schadenersatzzahlung wie folgt bewertet:

1° bei Totalschaden: auf der Grundlage des Verkaufswerts, gegebenenfalls nach Abzug des Werts des Wracks. Kann der Wert des Wracks vom Eigentümer nicht wiedererlangt werden, wird nur der Verkaufswert vor dem Schaden berücksichtigt. Der Wert des Fahrzeugs wird nach den Bedingungen der zu diesem Zweck vorgesehenen Datenbanken und Plattformen ermittelt;

2° bei Teilschaden: die Reparaturkosten auf der Grundlage eines ausführlichen Kostenvoranschlags für die Reparatur oder einer Rechnung.

§ 3. Die Höhe der gemäß §§ 1 und 2 festgelegten Schadenersatzzahlung ist auf folgende Beträge begrenzt:

1° für eine berufliche Tätigkeit benutzter Kleintransporter: Minimum 1.500 Euro und Maximum 15.000 Euro

2° PKW und für den gewöhnlichen oder häuslichen Gebrauch benutzter Kleintransporter: Minimum 1.500 Euro und Maximum 10.000 Euro;

3° Motorrad: Maximum 5.000 Euro;

4° Kleinkrafttrad, Lastenfahrrad und E-Bike: Maximum 1.500 Euro.

§ 4. Eine Kumulierung der Höchstbeträge ist für eine Person möglich, die für eine berufliche Tätigkeit benutzte Fahrzeuge und ein für den täglichen und häuslichen Gebrauch benutztes Fahrzeug hat.

§ 5. Die Anzahl der Kraftfahrzeuge, die zwecks der Schätzung der Schadenshöhe berücksichtigt werden, ist auf ein Fahrzeug pro Person im Haushalt begrenzt. Für die PKWs, Kleintransporter und Motorräder müssen diese Personen Inhaber eines gültigen Führerscheins für die betreffende Kategorie sein.

Abschnitt 5 — Verschiedene Bestimmungen

Art. 12 - § 1. Schäden, bei denen sich der Betrag der Schadenersatzzahlung auf weniger als 250 Euro beläuft, werden nicht repariert.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 werden die Anträge, die von natürlichen Personen eingereicht werden, die am Tage der allgemeinen Naturkatastrophe in Anwendung des Gesetzes vom 26. Mai 2002 über das Recht auf soziale Eingliederung Anspruch auf ein soziales Eingliederungseinkommen oder in Anwendung des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 Anspruch auf eine gleichwertige Beihilfe haben, nicht mit einem Abzug belastet.

Art. 13 - Die Schadenersatzzahlung wird um den nachgewiesenen Betrag der vorläufigen Sicherungsmaßnahmen und -arbeiten, die zu Lasten des Antragstellers durchgeführt, und für die Begrenzung der Schäden als nützlich erachtet wurden, sowie um die eventuellen Entfernungskosten erhöht.

Art. 14 - Die Schadenersatzzahlung wird um alle unentgeltlichen Zuwendungen, Beträge, Lieferungen oder Arbeitsleistungen vermindert, die von wallonischen öffentlichen Drittpersonen oder von Versicherungen erhalten wurden oder geschuldet sind, um den Antragsteller im Rahmen der Naturkatastrophe teilweise oder ganz zu entschädigen.

Art. 15 - Wenn eine geschädigte Person mehrwertsteuerpflichtig ist, erfolgt die Schadenersatzzahlung auf der Grundlage der veranschlagten Beträge ohne MwSt.

Art. 16 - Der vorgesehene Höchstbetrag für bewegliche Güter nach Artikel 4 § 2 darf nicht mit den Beträgen kumuliert werden, die für beruflich genutzte Güter vorgesehen sind.

KAPITEL 3 — Schäden am öffentlichen Eigentum

Art. 17 - Der Betrag der Schadenersatzzahlung für Schäden an den in Artikel 26 des Dekrets genannten Gütern, die dem öffentlichen Eigentum angehören, einschließlich der Güter von Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts und ausschließlich der Schulen, wird entsprechend den Kategorien, die im Anhang zu vorliegendem Erlass genannt werden, wie folgt begrenzt:

1° für beschädigte Güter, die sich auf dem Gebiet der Gemeinden Trooz, Limbourg und Pepinster befinden, wird keine Grenze auf den Betrag der Schäden vorgesehen;

2° für beschädigte Güter, die sich auf dem Gebiet der Gemeinden der Kategorie 1 außer Trooz, Limbourg und Pepinster befinden: 90% des Betrags der Schäden;

3° für beschädigte Güter, die sich auf dem Gebiet der Gemeinden der Kategorie 2 befinden: 80% des Betrags der Schäden;

4° für beschädigte Güter, die sich auf dem Gebiet der Gemeinden der Kategorie 3 befinden: 70% des Betrags der Schäden.

Diese Kategorien werden nach dem prozentualen Anteil der Gebäude mit Hochwasserschäden in einer Gemeinde und der Gesamthöhe der Schäden in einer Gemeinde bestimmt.

Die Schadenersatzzahlung wird nur dann gewährt, wenn der von der Versicherung für die versicherten Güter gezahlte Betrag niedriger ist als der geschätzte Schaden für die betreffenden Güter. Der Gesamtbetrag der Entschädigung darf die in Absatz 1 genannten Prozentsätze des Schadens nicht übersteigen.

Art. 18 - Die Schadenersatzzahlung wird um den nachgewiesenen Betrag der vorläufigen Sicherungsmaßnahmen und -arbeiten, die zu Lasten des Antragstellers durchgeführt und für die Begrenzung der Schäden als nützlich erachtet wurden, erhöht.

Art. 19 - Die Schadenersatzzahlung wird um alle Beträge vermindert, die als Deckung oder Wiedergutmachung von Schäden im Sinne vorliegenden Erlasses erhalten wurden oder geschuldet sind. Die Summierung dieser Beträge darf nicht zu einer Entschädigung führen, die die in Artikel 17 festgelegten Prozentsätze übersteigt.

KAPITEL 4 — Verfahren für die Beantragung der Schadenersatzzahlung

Abschnitt 1 — Einreichung und Zulässigkeit des Antrags

Art. 20 - Jeder Antrag auf Schadenersatzzahlung nach Artikel 25 des Dekrets wird an den regionalen Dienst für Naturkatastrophen gerichtet, der dem Öffentlichen Dienst der Wallonie Inneres und soziale Maßnahmen untersteht. Er muss vom Antragsteller oder seinem gesetzlichen Vertreter unterzeichnet werden.

Wird der Antrag durch einen Vertreter unterzeichnet, muss Letzterer in allen Fällen vor seiner Unterschrift alle Personen anführen, die ihn bevollmächtigt haben. Dem Antrag muss er ebenfalls eine ordnungsgemäß ausgefüllte und unterzeichnete Vollmacht beifügen.

Der Antragsteller reicht einen Antrag für alle geschädigten Güter ein, die ihm gehören.

Ungeteilte geschädigte Güter müssen Gegenstand eines gemeinsamen Antrags sein, der von den Miteigentümern oder ihrem Vertreter eingereicht wird.

Ehepartner und gesetzlich zusammenwohnende Partner müssen für ihre gesamten Güter einen einzigen Antrag einreichen.

Art. 21 - Jeder Antrag auf Schadenersatzzahlung muss anhand des dafür vorgesehenen, vorgefertigten Formulars eingereicht werden, das beim regionalen Dienst für Naturkatastrophen zur Verfügung steht.

Diesem Antrag werden alle Belege oder ehrenwörtlichen Erklärungen beigelegt, die einerseits zur Feststellung der Eigenschaft des Antragstellers und andererseits zur Feststellung des Vorliegens und des Umfangs der Schäden erforderlich sind.

Die Belege können die folgenden Schriftstücke umfassen: Nationalregisternummer, Urkunden zur Bescheinigung des Grund- bzw. Immobilienbesitzes, Haushaltszusammensetzung, Kopie des Versicherungsvertrags, Bescheinigung über eine Entschädigung oder Nichtentschädigung durch die Versicherungsgesellschaft, Protokolle zur Feststellung und Einschätzung der Schäden, einschließlich einer Bewertung der Bestände und Waren vor dem Schadensfall, Zulassungsbescheinigung und grüne Karte für die Fahrzeuge, ausführliche Kostenvoranschläge oder Rechnungen für die Reparatur oder den Ersatz betroffener Güter, ausführliches Sachverständigengutachten über die Kosten für die Reparatur oder den Ersatz.

Für Anträge, die in Bezug auf Güter eingereicht werden, die für eine berufliche Tätigkeit dienen, mit Ausnahme von landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Gütern und von forstwirtschaftlichen Beständen wird dem Antrag in Bezug auf Akten, in deren Rahmen eine Beihilfe des Katastrophenfonds von über 50.000 € beantragt wird, eine günstige Notifizierung von einem der 3 regionalen Instrumente beigelegt. Würde dieses Dokument fehlen, so nimmt der regionale Dienst für Naturkatastrophen mit dem zuständigen regionalen Instrument Kontakt auf, um die Untersuchung der Akte zu beantragen, wobei er den Antragsteller über die Neuorientierung seiner Akte benachrichtigt.

Die Empfänger des sozialen Eingliederungseinkommens fügen ebenfalls eine vom Öffentlichen Sozialhilfedienst oder von den Krankenkassen ausgefüllte Bescheinigung bei.

Der Antragsteller übermittelt dem regionalen Dienst für Naturkatastrophen alle von ihm ausdrücklich verlangten Dokumente, Zertifikate oder Bescheinigungen, oder hält sie dem von dieser Dienststelle beauftragten Sachverständigen zur Verfügung.

Wenn der regionale Dienst für Naturkatastrophen bei der Prüfung des Versicherungsvertrags feststellt, dass die Versicherungsgesellschaft ihren vertraglichen Verpflichtungen gegenüber dem Antragsteller offensichtlich nicht nachkommt, kann er die von dieser Gesellschaft ausgestellte Bescheinigung verweigern.

Art. 22 - Bei Gütern, die für eine berufliche Tätigkeit dienen, mit Ausnahme von landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Gütern und von forstwirtschaftlichen Beständen, reicht der Antragsteller bei einem der drei regionalen Instrumente, nämlich Sowalfin, SRIW und SOGEPA, eine Antragsakte ein, die alle für die Untersuchung und Bewertung des Schadens erforderlichen Informationen enthält, darunter eine Schätzung des erlittenen Schadens, eine Kopie der geltenden Versicherungsverträge, eine Schätzung des Betrags, der gegebenenfalls vom Versicherer zu erhalten ist, einen Finanzplan, Informationen über die aktuelle Haushaltslage sowie die Abschlüsse der letzten drei Geschäftsjahre.

Die Instrumente dienen dazu, die finanzielle Situation des Unternehmens und seine Aussichten auf einen Aufschwung in der Wallonie zu analysieren, wobei das Ausmaß der Katastrophe, die mobilisierbaren Finanzmittel und die dem Geschädigten zustehende Schadenersatzzahlung berücksichtigt werden. Diese Analyse wird auf der Grundlage der in Absatz 1 gesammelten Informationen durchgeführt.

Im Falle einer positiven Beurteilung durch den Investitionsausschuss teilt das regionale Instrument dem Geschädigten seine Stellungnahme mit, der daraufhin seinen Antrag auf Schadenersatzzahlung beim regionalen Dienst für Naturkatastrophen einreichen kann, wobei er den erhaltenen positiven Bescheid beifügen muss.

Bei einem Antrag auf Unterstützung aus dem Katastrophenfonds in Höhe von weniger als 50.000 € entfällt die vorherige Prüfung durch eines der drei regionalen Instrumente, und der Antragsteller kann seinen Antrag direkt einreichen.

Was die gemäß dieser Bestimmung eingereichten Akten und die Analyse nach Artikel 2 betrifft, so werden Sowalfin, SRIW und SOGEPA als die für die Bearbeitung verantwortlichen Stellen benannt.

Die Daten werden für einen Zeitraum von 15 Jahren aufbewahrt.

Art. 23 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung muss spätestens 180 Tage nach der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt eingereicht werden, andernfalls ist er unzulässig.

Art. 24 - Die Geschädigten, die sich auf höhere Gewalt berufen können, oder die die verspätete Einreichung ihres Antrags begründen können, haben die Möglichkeit, Letzteren vor dem Ablauf des Monats nach demjenigen, im Laufe dessen die höhere Gewalt oder die Gründe für die Verspätung nicht mehr vorlagen, einzureichen.

Anträge auf Schadenersatzzahlung, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gestellt wurden, müssen unter Androhung der Nichtigkeitserklärung vom Antragsteller angepasst werden, wenn der regionale Dienst für Naturkatastrophen dies ausdrücklich von ihm verlangt.

Art. 25 - Anträge auf Schadenersatzzahlung, die unvollständig sind, oder die vor dem Inkrafttreten des Dekrets gestellt wurden, sind zulässig. Sie müssen vom Antragsteller angepasst oder ergänzt werden, wenn der regionale Dienst für Naturkatastrophen dies ausdrücklich verlangt.

Die Minister können Modalitäten für die Anpassung oder Ergänzung der Anträge festlegen.

Art. 26 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung ist in folgenden Fällen unzulässig:

1° wenn sich der Antrag auf einen Schaden bezieht, der an einem anderen Tag als dem 14. und 16. Juli 2021 und dem 24. Juli 2021 eingetreten ist;

2° wenn der Antrag Schäden betrifft, die außerhalb des geografischen Gebiets der allgemeinen Naturkatastrophe eingetreten sind;

3° wenn der Antragsteller die Bestimmungen von Artikel 5 und 6 des Dekrets nicht einhält;

4° wenn der Antragsteller die Frist für das Einreichen des Antrags auf Schadenersatzzahlung nicht einhält. Der Antragsteller, der sich auf höhere Gewalt berufen kann, oder der die verspätete Einreichung seines Antrags begründen kann, hat jedoch die Möglichkeit, Letzteren vor dem Ablauf des Monats nach demjenigen, im Laufe dessen die höhere Gewalt oder die Gründe für die Verspätung nicht mehr vorlagen, einzureichen;

5° wenn der Antragsteller in den Fällen, wo die geschädigten Güter durch einen Versicherungsvertrag gedeckt werden, die Intervention seiner Versicherungsgesellschaft nicht beantragt hat;

6° wenn der Antragsteller die für die Bewertung des Schadens erforderlichen Informationen gemäß Artikel 21 oder die Anpassungen oder Ergänzungen gemäß Artikel 25 nicht vorlegt.

Abschnitt 2 — Prüfung von Schadensfällen und Schätzung der erstattungsfähigen Schäden

Art. 27 - Der Antrag auf Schadenersatzzahlung wird von der regionalen Dienst für Naturkatastrophen geprüft.

Um zu jedem Zeitpunkt des Entschädigungsverfahrens die Kontrolle der Anträge auf Schadenersatzzahlung zu gewährleisten, kann der regionale Dienst für Naturkatastrophen alle Feststellungen, Schätzungen, Überprüfungen, Anhörungen Dritter und im Allgemeinen alle Ermittlungen und Untersuchungen vornehmen, die zur Beschlussfassung erforderlich sind.

Im Rahmen ihrer Prüfung wird die Verwaltung der Wallonischen Region als Verantwortlicher für die Verarbeitung der erhobenen Daten benannt.

Die Daten werden für einen Zeitraum von 15 Jahren aufbewahrt.

Art. 28 - Der regionale Dienst für Naturkatastrophen kann auf der Grundlage der Analyse der Akte den Schaden ermitteln und schätzen.

Erforderlichenfalls kann er diese Bewertung vor Ort vornehmen oder interne oder externe Sachverständige hinzuziehen. In diesem Fall erfolgt die Bewertung des Schadens in Anwesenheit beider Parteien durch den regionalen Dienst für Naturkatastrophen oder einen von ihr benannten Sachverständigen und den Geschädigten, der auf Wunsch von einem Anwalt seiner Wahl unterstützt wird.

Wenn der regionale Dienst für Naturkatastrophen einen externen Sachverständigen hinzuzieht, wird die geschätzte Schadenshöhe von einem unabhängigen, von einer zuständigen Behörde oder von einer Versicherungsgesellschaft anerkannten Sachverständigen ermittelt.

Was die beruflich genutzten Güter betrifft, muss die Bewertung des Schadens in allen Fällen von einem von einer zuständigen Behörde oder von einer Versicherungsgesellschaft anerkannten Sachverständigen durchgeführt worden sein.

Zwecks der Erfüllung ihrer Aufgabe verfügen diese Sachverständigen über die in Artikel 27 genannten Befugnisse. Sie übermitteln einen Schadensbericht an den regionalen Dienst für Naturkatastrophen.

Abschnitt 3 — Festlegung und Verwendungszweck der Schadenersatzzahlung

Art. 29 - Jedes Versicherungsunternehmen übermittelt dem Geschädigten auf dessen Antrag hin innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Eingang dieses Antrags kostenlos eine Abschrift der Versicherungsverträge, die die im Gebiet der Naturkatastrophe befindlichen Güter des Geschädigten decken.

Bezieht sich die von einem Versicherungsunternehmen gewährte Entschädigung auf die in Kapitel 4 des Dekrets aufgeführten Fälle und erfordert sie auch die Intervention des Katastrophenfonds, so stellt das Versicherungsunternehmen dem regionalen Dienst für Naturkatastrophen auf dessen einfachen Anfrage hin innerhalb von zehn Tagen nach Eingang der Anfrage die für die Festsetzung des Betrags der Schadenersatzzahlung erforderlichen Angaben zur Verfügung.

Das Versicherungsunternehmen übermittelt der Verwaltung die Angaben zu den Personen, die für die Übermittlung dieser Informationen verantwortlich sind.

Wird den in den vorstehenden Absätzen vorgesehenen Verpflichtungen nicht entsprochen, haftet das Versicherungsunternehmen gesamtschuldnerisch mit dem Geschädigten für die Rückzahlung jedes Betrags, der infolge seines Versäumnisses dem Geschädigten unberechtigtweise gezahlt worden ist oder dessen Rückzahlung nicht zu gegebener Zeit von ihm hat verlangt werden können.

In diesem Zusammenhang wird die Verwaltung der Wallonischen Region als für die Datenverarbeitung verantwortliche Behörde bezeichnet.

Die übermittelten personenbezogenen Daten werden ausschließlich von dem Öffentlichen Dienst der Wallonie und der Wallonischen Regierung verarbeitet, um die Entschädigung und Hilfe für die Opfer der allgemeinen Naturkatastrophe festzulegen, und dürfen nicht für andere Zwecke weiterverarbeitet werden.

Die Daten werden für einen Zeitraum von 15 Jahren nach Erhalt aufbewahrt.

Art. 30 - § 1. Der regionale Dienst für Naturkatastrophen oder der von ihr benannte Sachverständige schätzt den zulässigen Schaden und legt die Höhe der Schadenersatzzahlung gemäß den Bestimmungen des Dekrets und des vorliegenden Erlasses fest.

§ 2. Der regionale Dienst für Naturkatastrophen legt dann die endgültige Akte und den Entwurf des mit Gründen versehenen Beschlusses dem Ministerpräsidenten zur Bewertung und Bestätigung vor. Dieser Beschlussentwurf enthält die Berechnung der gegebenenfalls zu gewährenden Schadensersatzzahlung.

Bei Anträgen, die sich auf gewerbliches Eigentum beziehen, mit Ausnahme von landwirtschaftlichen und gartenbaulichen Gütern und von forstwirtschaftlichen Beständen, für die der Betrag der Unterstützung aus dem Katastrophenfonds 250.000 Euro übersteigt, werden die endgültige Akte und der Entwurf des mit Gründen versehenen Beschlusses dem Ministerpräsidenten und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört, zur Genehmigung und Bestätigung übermittelt.

§ 3. Dem Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Inneres und soziale Maßnahmen wird Vollmacht erteilt, was die Beschlüsse zur Ablehnung und Unzulässigkeit der Akten betrifft.

Art. 31 - Der regionale Dienst für Naturkatastrophen stellt dem Antragsteller den mit Gründen versehenen Beschluss über den eingereichten Antrag zu, in dem der Betrag der Schadenersatzzahlung festgelegt wird, insofern er darauf Anspruch hat. Eine Abschrift des Schadensberichts wird dem Beschluss ggf. beigelegt.

Abschnitt 4 — Beschwerdemittel

Art. 32 - Ein Beschluss, der einen materiellen Irrtum aufweist, kann entweder von Amts wegen oder auf Antrag des Antragstellers berichtigt werden.

Wenn es keinen materiellen Irrtum gibt, kann der Antragsteller eine erneute Überprüfung des Beschlusses beantragen.

Unter Androhung der Unzulässigkeit wird dieser begründete Antrag auf Berichtigung oder erneute Überprüfung spätestens sechzig Tage ab der Einsendung des Beschlusses an den regionalen Dienst für Naturkatastrophen gerichtet. Der Antragsteller teilt die Bezugsdaten des angefochtenen Beschlusses mit.

Der Beschluss wird binnen sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags zugestellt.

Abschnitt 5 — Zahlung und Erstattung

Art. 33 - § 1. Gleichzeitig mit der Zustellung des Beschlusses nimmt der regionale Dienst für Naturkatastrophen die Auszahlung der geschuldeten Schadenersatzzahlung vor.

Dies geschieht durch Überweisung auf das im Antragsformular für die Schadenersatzzahlung angegebene Konto. Die Mitteilung dieser Zahlung enthält das Aktenzeichen.

§ 2. Der Betrag der eventuellen Rückzahlung im Sinne von Artikel 7 § 8 Absatz 2 und Artikel 10 Absatz 2 wird auf das Bankkonto des regionalen Dienstes für Naturkatastrophen überwiesen. In der Mitteilung zu dieser Zahlung wird die Aktennummer angegeben.

KAPITEL 5 — Übermittlung der Belege und Akten im Rahmen von Anträgen auf Schadenersatzzahlungen und entsprechende Beschlüsse

Art. 34 - Antragsteller, die eine Schadenersatzzahlung beantragen, können ihren Antrag online über die Website der Wallonie einreichen.

Enthält die übermittelte Akte nicht alle Belege, werden die zusätzlichen Unterlagen elektronisch oder auf dem Postweg übermittelt.

Art. 35 - Die Antragsteller identifizieren sich mittels ihres elektronischen Ausweises.

Eine technische Empfangsbestätigung der Hinterlegung wird automatisch per E-Mail an die elektronische Anschrift versandt, die im Hinterlegungsformular angegeben wird.

Art. 36 - Alle Notifizierungen von Beschlüssen werden auf dem Postweg übermittelt.

KAPITEL 6 — Schlussbestimmung

Art. 37 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 38 - Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Oktober 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Anhang: Gemeindekategorien

Die in Artikel 18 des vorliegenden Erlasses aufgeführten Kategorien von Gemeinden sind wie folgt aufgeteilt:

Gemeinde	Aktualisierte Kategorie
CHAUDFONTAINE	1
ESNEUX	1
EUPEN	1
LIEGE	1
LIMBOURG	1
PEPINSTER	1
ROCHEFORT	1
THEUX	1
TROOZ	1
VERVIERS	1

Gemeinde	Aktualisierte Kategorie
AISEAU-PRESLES	2
AMAY	2
AYWAILLE	2
BAELEN	2
CHATELET	2
COMBLAIN AU PONT	2
DALHEM	2
DURBUY	2
FERRIERES	2
HAMOIR	2
HAM-SUR-HEURE-NALINNES	2
HOTTON	2
HOUYET	2
JALHAY	2
LA ROCHE-EN-ARDENNE	2
MARCHE-EN-FAMENNE	2
NASSOGNE	2
OLNE	2
OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE	2
RENDEUX	2
SOUMAGNE	2
SPA	2
SPRIMONT	2
STAVELOT	2
TUBIZE	2
WALCOURT	2
WANZE	2
WAVRE	2
AMEL	3
ANDENNE	3
ANDERLUES	3
ANHEE	3
ANS	3
ANTHISNES	3
ANTOING	3
ARLON	3
ASSESE	3
ATH	3
ATTERT	3
AUBANGE	3
AUBEL	3
AWANS	3
BASSENGE	3
BASTOGNE	3
BEAUMONT	3
BEAURAING	3
BEAUVECHAIN	3
BELOEIL	3
BERLOZ	3
BERNISART	3

Gemeinde	Aktualisierte Kategorie
BERTOONE	3
BERTRIX	3
BEYNE-HEUSAY	3
BIEVRE	3
BINCHE	3
BLEONY	3
BOUILLON	3
BOUSSU	3
BRAINE-L'ALLEUD	3
BRAINE-LE-CHATEAU	3
BRAINE-LE-COMTE	3
BRAIVES	3
BRUGELETTE	3
BRUNEHAUT	3
BÜLLINGEN	3
BURDINNE	3
BURG-REULAND	3
BÜTGENBACH	3
CELLES	3
CERFONTAINE	3
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	3
CHARLEROI	3
CHASTRE	3
CHAUMONT-GISTOUX	3
CHIEVRES	3
CHIMAY	3
CHINY	3
CINEY	3
CLAVIER	3
COLFONTAINE	3
COMINES-WARNETON	3
COURCELLES	3
COURT-SAINT-ETIENNE	3
COUVIN	3
CRISNEE	3
DAVERDISSE	3
DINANT	3
DISON	3
DOISCHE	3
DONCEEL	3
DOUR	3
ECAUSSINNES	3
EGHEZEE	3
ELLEZELLES	3
ENGHIEN	3
ENGIS	3
EREZEE	3
ERQUELINNES	3
ESTAIMPUIS	3
ESTINNES	3
ETALLE	3

Gemeinde	Aktualisierte Kategorie
FAIMES	3
FARCIENNES	3
FAUVILLERS	3
FERNELMONT	3
FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER	3
FLEMALLE	3
FLERON	3
FLEURUS	3
FLOBECQ	3
FLOREFFE	3
FLORENNES	3
FLORENVILLE	3
FONTAINE-L'EVEQUE	3
FOSES-LA-VILLE	3
FRAMERIES	3
FRASNES-LES-ANVAING	3
FROIDCHAPELLE	3
GEDINNE	3
GEER	3
GEMBOUX	3
GENAPPE	3
GERPINNES	3
GESVES	3
GOUVY	3
GRACE-HOLLOGNE	3
GREZ-DOICEAU	3
HABAY-LA-NEUVE	3
HAMOIS	3
HANNUT	3
HASTIERE	3
HAVELANGE	3
HELECINE	3
HENSIES	3
HERBEUMONT	3
HERON	3
HERSTAL	3
HERVE	3
HONNELLES	3
HOUFFALIZE	3
HUY	3
INCOURT	3
ITTRE	3
JEMEPPE-SUR-SAMBRE	3
JODOIGNE	3
JUPRELLE	3
JURBIE	3
KELMIS	3
LA BRUYERE	3
LA HULPE	3
LA LOUVIERE	3
LASNE	3

Gemeinde	Aktualisierte Kategorie
LE ROEULX	3
LEGLISE	3
LENS	3
LES BONS VILLERS	3
LESSINES	3
LEUZE-EN-HAINAUT	3
LIBIN	3
LIBRAMONT	3
LIERNEUX	3
LINCENT	3
LOBBES	3
LONTZEN	3
MALMEDY	3
MANAGE	3
MANHAY	3
MARCHIN	3
MARTELANGE	3
MEIX-DEVANT-VIRTON	3
MERBES-LE-CHATEAU	3
MESSANCY	3
METTET	3
MODAVE	3
MOMIGNIES	3
MONS	3
MONT-DE-L'ENCLUS	3
MONTIGNY-LE-TILLEUL	3
MONT-ST-GUIBERT	3
MORLANWELZ	3
MOUSCRON	3
MUSSON	3
NAMUR	3
NANDRIN	3
NEUFCHATEAU	3
NEUPRE	3
NIVELLES	3
OHEY	3
ONHAYE	3
OREYE	3
ORP-JAUCHE	3
OUFFET	3
OUPEYE	3
PALISEUL	3
PECQ	3
PERUWELZ	3
PERWEZ	3
PHILIPPEVILLE	3
PLOMBIERES	3
PONT-A-CELLES	3
PROFONDEVILLE	3
QUAREGNON	3
QUEVY	3

Gemeinde	Aktualisierte Kategorie
QUIEVRAIN	3
RAEREN	3
RAMILLIES	3
REBECQ	3
REMICOURT	3
RIXENSART	3
ROUVROY	3
RUMES	3
SAINTE-ODE	3
SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	3
SAINT-GHISLAIN	3
SAINT-HUBERT	3
SAINT-LEGER	3
SAINT-NICOLAS	3
SAMBREVILLE	3
SANKT VITH	3
SENEFFE	3
SERAING	3
SILLY	3
SIVRIY-RANCE	3
SOIGNIES	3
SOMBREFFE	3
SOMME-LEUZE	3
STOUMONT	3
TELLIN	3
TENNEVILLE	3
THIMISTER-CLERMONT	3
THUIN	3
TINLOT	3
TINTIGNY	3
TOURNAI	3
TROIS-PONTS	3
VAUX-SUR-SURE	3
VERLAINE	3
VIELSALM	3
VILLERS-LA-VILLE	3
VILLERS-LE-BOUILLET	3
VIROINVAL	3
VIRTON	3
WISE	3
VRESSE-SUR-SEMOIS	3
WAIMES	3
WALHAIN	3
WAREMME	3
WASSEIGES	3
WATERLOO	3
WELKENRAEDT	3
WELLIN	3
YVOIR	3

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 14. Oktober 2021

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/22261]

14 OKTOBER 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend, inzonderheid op artikelen 15, 17, 18, 25, 27, 33 en 35;

Gelet op het rapport van 21 september 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 september 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 september 2021;

Gelet op advies 172/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 4 oktober 2021, overeenkomstig artikel 26, § 1, lid 2, van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op advies nr. 70.239/4 van de Raad van State, gegeven op 4 oktober 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, ingegeven door het feit dat de overstromingen die zich van 14 tot en met 16 juli en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan, een buitengewone ramp betekenen waarvan het geweld extreem geweest is, en die een groot aantal burgers in diepe nood heeft gestort en voor sommigen onder hen ondraaglijke angst voor hun toekomst en die van hun familieleden heeft veroorzaakt;

Dat deze helaas ongekende situatie nog wordt verergerd door het feit dat deze natuurramp zich heeft voorgedaan op een tijdstip waarop de gezondheid en het welzijn van veel slachtoffers zijn aangetast door de COVID-19 crisis, die nog steeds schadelijke gevolgen heeft;

Dat de overheid, geconfronteerd met een dergelijke situatie, blijk moet geven van voorbeeldigheid, voortvarendheid en efficiëntie. Haar eerste opdracht bestaat erin solidariteitsmechanismen te verwezenlijken die enerzijds materiële steun bieden aan slachtoffers, burgers, bedrijven en verenigingen, en anderzijds openlijk initiatieven nemen die voortdurend kunnen bijdragen tot hun psychologisch welzijn;

Dat het dringend, zelfs uiterst dringend is dat dit besluit door de Regering goedgekeurd wordt, zodat het juridisch arsenaal dat hersteltegemoetkoming toelaat, volledig toegepast kan worden;

Dat deze vaststelling volstaat om de termijn waarbinnen de afdeling Wetgeving van de Raad van State advies moet uitbrengen, tot vijf dagen te verkorten;

Dat dit des te meer het geval is daar deze verkorting van de termijn tot gevolg kan hebben dat de krachtens het besluit verrichte betalingen met ongeveer een maand worden vervroegd en dat het in het grote belang is van al degenen die daarop aanspraak zullen maken, dat zij zo spoedig mogelijk over de voor hen bestemde middelen kunnen beschikken;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° kostprijs: kosten van de grondstoffen, geraamd op basis van de dagwaarde, die in voorkomend geval worden vermeerderd met de rechtstreekse en onrechtstreekse kosten die nodig zijn om een bepaalde mate van productie te bereiken;

2° decreet: decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend;

3° onderneming: de micro-onderneming, de kleine of middelgrote onderneming en de onderneming die niet overeenstemt met de personeelsaantallen en financiële bedragen uit de begripsomschrijving micro-onderneming, kleine en middelgrote onderneming als bedoeld in de artikelen 2 en 3 van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, of de vereniging zonder winst oogmerk als bedoeld in boek 9 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen die aan volgende voorwaarden voldoet:

a) die aan de btw onderworpen is;

b) die ten minste één persoon met een arbeidsovereenkomst tewerkstelt;